

Vu l'avis du Comité de gestion;
Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 mars 1988;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 mars 1988;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er bis de l'arrêté royal du 6 septembre 1979 portant fixation du cadre temporaire de l'Office national de l'emploi, modifié par les arrêtés royaux des 20 mai 1980, 10 février 1981, 12 mars 1981, 17 juillet 1981, 2 février 1983 (2 arrêtés), 4 juin 1984, 9 mai 1985, 12 juin 1985, 1er août 1985, 21 novembre 1985, 3 février 1986, 30 mars 1988 (3 arrêtés) et 19 avril 1988 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er bis. Pour la période du 1er avril 1987 au 31 mars 1988, le cadre temporaire fixé à l'article 1er est complété comme suit :

Services extérieurs :

Placeur	300
Commis	100 »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1987.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Gelet op het advies van het Beheerscomité;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 1988;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 14 maart 1988;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 6 september 1979 houdende vaststelling van de tijdelijke personeelsformatie van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 mei 1980, 10 februari 1981, 12 maart 1981, 17 juli 1981, 2 februari 1983 (2 besluiten), 4 juni 1984, 9 mei 1985, 12 juni 1985, 1 augustus 1985, 21 november 1985, 3 februari 1986, 30 maart 1988 (3 besluiten) en 19 april 1988 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 1bis. Voor de periode van 1 april 1987 tot 31 maart 1988 wordt de in artikel 1 vastgestelde tijdelijke personeelsformatie aangevuld als volgt :

Buitendiensten :

Bemiddelaar	300
Klerk	100 »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1987

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 203

7 JUILLET 1988. — Décret des mines (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent décret, on entend par l'Administration : le Service Ressources du Sous-sol.

Art. 2. Les mines sont les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant, à la surface, qui sont connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou en couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques ainsi que leurs sels et oxydes, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun.

TITRE II. — Des mines

Chapitre 1er

De la recherche

Art. 3. La recherche peut être entreprise :

- soit par le propriétaire de la surface ou avec son consentement, moyennant simple déclaration et rapport annuel de synthèse adressé à l'Administration;
- soit à défaut de consentement, avec l'autorisation de l'Exécutif qui, dans ce cas, fixe, le propriétaire entendu, l'indemnité due à celui-ci, sans préjudice de la réparation des dommages éventuellement causés par les travaux de recherche; un rapport annuel de synthèse est adressé à l'Administration;
- soit par le titulaire d'un permis de recherche.

(1) *Session extraordinaire 1988 :*

Documents du Conseil, 51 (SE 1988) nos 1 à 3.

Compte-rendu intégral, séance publique du 27 juin 1988 — Discussion.

Compte-rendu intégral, séance publique du 28 juin 1988 — Vote.

Art. 4. Les substances prélevées au cours des recherches permises ou autorisées en vertu du présent décret, appartiennent au prospecteur, à moins qu'il en ait été autrement convenu avec le propriétaire de la surface.

Art. 5. Le permis de recherche confère le droit exclusif de prospecter dans un périmètre déterminé les substances concessibles qu'il énumère.

Art. 6. Le permis de recherche est octroyé par l'Exécutif, pour une durée de cinq ans au plus, après enquête publique, et après avis du Conseil d'Etat.

Il peut être prorogé deux fois si le titulaire du permis a satisfait à ses obligations.

La prorogation est octroyée par l'Exécutif, pour cinq ans au plus, après avis du Conseil d'Etat; la superficie sur laquelle porte un permis prorogé peut être réduite; elle doit englober les gisements déjà reconnus par le titulaire du permis.

Art. 7. Si un permis de recherche vient à expiration avant qu'il ait été statué sur une demande de concession introduite par son titulaire, l'Exécutif peut proroger ce permis sur le territoire visé par la demande jusqu'à ce qu'il soit statué sur la requête.

La prorogation est acquise de plein droit lorsque la demande de concession a été introduite six mois au moins avant l'expiration du permis de recherche.

Art. 8. L'octroi d'une concession rend caduc le permis de recherche à l'intérieur du périmètre de la concession, mais le laisse subsister tant à l'intérieur pour les substances non concédées, qu'à l'extérieur pour toutes les substances ayant fait l'objet du permis de recherche.

Art. 9. Le permis de recherche est transcrit à la conservation des hypothèques.

Art. 10. Les droits conférés par un permis de recherche peuvent être cédés en tout ou en partie par acte sous seing privé, moyennant l'approbation donnée par l'Exécutif après avis du Conseil d'Etat.

Le cessionnaire doit s'engager à satisfaire aux obligations résultant de l'octroi du permis.

L'acte de cession ne produit effet que trois mois après la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté d'approbation.

Art. 11. A la demande du titulaire, plusieurs permis à lui accorder pour la recherche des mêmes substances dans des territoires contigus peuvent être fusionnés, pourvu qu'ils aient une période commune de validité.

L'Exécutif, en autorisant la fusion, détermine les obligations imposées par le nouveau permis et la date d'expiration de celui-ci.

Art. 12. L'Exécutif détermine la procédure et les conditions d'octroi, de prorogation, de cession et de fusion des permis de recherche.

CHAPITRE II

De l'exploitation

Section 1ère. — Des concessions en général

Sous-section 1. — De l'objet des concessions

Art. 13. Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession.

Art. 14. La mine forme, dans les limites de l'acte de concession, un bien immeuble distinct du sol. Elle comprend le droit d'exploiter les substances concédées, et, en outre, les bâtiments, aires, terrils, puits, galeries et autres ouvrages établis à demeure, avec les droits sur le sol ou sur la surface y afférents, ainsi que les machines et l'outillage qui servent à l'exploitation.

Sous-section 2. — De l'octroi des concessions

Art. 15. Pour obtenir une concession, il faut justifier de capacités techniques et financières. Les concessions sont accordées par l'Exécutif, aux conditions d'un cahier des charges type, après avis du Conseil d'Etat.

Tout arrêté de l'Exécutif qui statue sur une demande de concession doit être motivé.

Pendant la durée de la validité d'un permis de recherche, son titulaire peut seul obtenir une concession portant à l'intérieur du périmètre de ce permis, sur des substances visées par celui-ci.

Art. 16. Hors le cas où elle est accordée à la Région, la concession ne peut être adjugée qu'à une société existante ayant la forme d'une société commerciale ou à une telle société en formation. Dans ce dernier cas, la société doit être constituée dans le délai fixé par le cahier des charges.

Art. 17. L'étendue de la concession est fixée par l'acte de concession. Elle est limitée par la surface engendrée par les verticales indéfiniment prolongées en profondeur et s'appuyant sur un périmètre défini en surface.

Lorsque les circonstances l'exigent, la concession peut être bornée à des profondeurs déterminées.

Art. 18. Les obligations générales des concessionnaires sont déterminées par un cahier des charges type, dont le modèle est établi par l'Exécutif après avis du Conseil d'Etat, et qui doit édicter des conditions générales :

- quant à l'évaluation des incidences sur l'environnement;
- quant à l'évaluation des déblais;
- quant au réaménagement des lieux après exploitation;
- quant à la constitution de cautionnement.

L'acte de concession peut également édicter des obligations particulières.

Sous-section 3. — Des rapports du concessionnaire avec les propriétaires de la surface et les tiers

Art. 19. La mine, même concédée au propriétaire de la surface, est une propriété distincte de celle de la surface.

Art. 20. L'acte de concession purge en faveur du concessionnaire tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs ou de leurs ayants droit, après qu'ils ont été entendus ou appelés, selon les formes arrêtées par l'Exécutif.

Art. 21. Les propriétaires de la surface ont droit à une somme déterminée par l'acte de concession. Cette somme se compose d'une redevance fixe et d'une redevance proportionnelle au produit de la mine.

La redevance fixe ne sera pas inférieure à cinq francs par hectare de superficie.

La redevance proportionnelle est calculée sur le produit net de la mine. Elle est fixée de 1 à 3 pour cent du produit net de la mine.

Cette indemnité est également répartie entre les propriétaires de la surface à raison de la contenance en superficie des terrains appartenant à chacun d'eux, telle que cette contenance est indiquée dans le plan de concession.

Celui qui se trouve aux droits du propriétaire de la surface, quant à la mine, jouira de l'indemnité réservée à celui-ci par le présent article.

L'Exécutif fixe les règles relatives à la perception des redevances sur les mines, en ce compris la détermination du produit net de la mine.

Art. 22. Toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires de mines à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession sont décidées par les juges en matière civile.

Art. 23. Le concessionnaire peut disposer des substances non concédées dont les travaux entraînent nécessairement l'abatage, ainsi que de l'eau d'exhaure.

Le propriétaire de la surface peut réclamer la disposition de celles des substances non concessibles qui ne sont pas utilisées à l'exploitation de la mine, moyennant paiement d'une indemnité correspondant aux frais normaux d'extraction.

Art. 24. La vente, la cession, la location ou l'amodiation de la mine concédée, sous quelque forme que ce soit, en totalité ou en partie, ne prennent effet que si elles sont autorisées par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat.

L'acte authentique sera passé dans les trois mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté d'autorisation, aux conditions stipulées dans la convention signée par les parties. Cette convention est jointe à la demande d'autorisation.

En cas d'adjudication publique, volontaire ou forcée, les acquéreurs sont tenus de se pourvoir de l'autorisation requise dans les six mois de la date d'adjudication.

Tout acte fait en violation du présent article est nul.

Art. 25. Les amodiations de surface peu importantes dans une ou plusieurs couches de houille déterminées peuvent être autorisées par la Députation permanente du Conseil provincial de la province où la partie de la mine à amodier est située.

Sont considérées comme peu importantes, les amodiations permettant de poursuivre l'exploitation de la mine amodiataire à moins de 200 mètres au-delà de la limite de la concession, cette distance étant mesurée normalement à cette limite.

L'amodiation peut être accordée sur demande d'un seul des concessionnaires intéressés, même en l'absence d'accord préalable entre les parties.

Si les concessionnaires ne peuvent s'entendre sur le montant de l'indemnité due pour la partie de gisement cédée, le litige est tranché par le tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le siège social de l'amodiateur. En cas d'urgence, la Députation permanente du Conseil provincial peut autoriser l'exploitation avant décision du tribunal.

Art. 26. Les amodiations autorisées en vertu des articles 24 et 25 prennent fin de plein droit cinq ans après l'arrêt des exploitations dans la mine amodiataire.

SECTION II. — Des concessions au profit de la Région

Art. 27. La Région, demandeur en concession, est dispensée d'établir l'existence d'un gisement, ainsi que de justifier de capacités techniques et financières.

L'avis du Conseil d'Etat, préalable à l'octroi de la concession d'une mine par l'Exécutif à la Région, porte exclusivement sur le contrôle des formalités et le règlement des intérêts privés.

Art. 28. Les mines concédées à la Région sont soumises au présent décret.

Art. 29. La Région peut renoncer à tout ou partie de sa concession.

Art. 30. Les mines de la Région peuvent être exploitées soit directement, soit par une personne de droit public ou de droit privé, désignée par l'Exécutif.

La Région peut également céder ou amodier tout ou partie de sa concession. La cession ou l'amodiation, de gré à gré, s'opère que voie d'apport, rémunéré par des actions représentatives du capital social du concessionnaire ou de l'amodiataire.

La durée de l'amodiation ne peut excéder cinquante ans. Les conventions de cession et d'amodiation sont approuvées par l'Exécutif. Avant cette approbation, les conventions sont déposées pendant trente jours sur le bureau du Conseil régional.

SECTION III. — De la réunion de plusieurs concessions

Art. 31. Plusieurs concessions peuvent réunies entre les mains du même concessionnaire moyennant autorisation accordée par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat.

SECTION V. — Dispositions communes

Art. 32. La procédure à suivre pour l'octroi, la vente, la cession, la fusion, la location ou l'amodiation de concession y compris l'amodiation de surfaces peu importantes, est déterminée par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat.

Chapitre III

Des travaux de recherche et d'exploitation

Art. 33. Sans le consentement formel du propriétaire de la surface, nul droit de recherche ou d'exploitation de mines ne vaut autorisation de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, ni d'établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins.

Art. 34. A l'intérieur du périmètre d'une concession, l'exploitant d'une mine peut, à défaut du consentement du propriétaire de la surface, être autorisé par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat, à occuper les terrains nécessaires ou utiles à l'exploitation de sa mine et aux installations indispensables, y compris :

- installations d'aération et d'exhaure;
- les ateliers de préparation, lavage, concentration des minerais;
- les installations de stockage;
- les voies de communications.

Les mêmes autorisations peuvent être octroyées en vue des recherches, au titulaire d'un permis de recherche, dans le périmètre déterminé par ce permis.

Moyennant déclaration d'utilité publique par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat, les mêmes autorisations peuvent être données à l'exploitant d'une mine, en dehors du périmètre de la concession.

Art. 35. La déclaration d'utilité publique et l'occupation de terrains prévues à l'article 34 sont précédées d'une enquête.

Les titulaires de droits réels et les locataires intéressés doivent être mis à même de faire valoir leurs observations, préalablement à l'octroi des autorisations.

A défaut d'accord, il sera procédé commune en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 36. § 1er. A défaut de consentement du propriétaire, les bénéficiaires de titres miniers pourront également, à l'intérieur du périmètre minier, être autorisés par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat, sans préjudice de l'application du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, et dans les limites énoncées aux articles 34 et 35 :

— à établir, à demeure, à plus de cinq mètres du sol des câbles et transporteurs ainsi que les pylones et mâts de soutien;

— à enterrer les câbles et canalisations à profondeur supérieure à 0 m 50 et à établir les ouvrages nécessaires à leur fonctionnement;

— à dégager le sol de tous arbres et obstacles.

§ 2. A l'extérieur du périmètre minier, moyennant déclaration d'utilité publique par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat, sans préjudice de l'application du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, les mêmes autorisations peuvent être données aux titulaires de titres miniers.

La servitude de passage s'exerce sur une largeur inférieure à quinze mètres, y compris la bande nécessaire au passage du personnel de surveillance, d'entretien et de contrôle.

Après les travaux, l'exploitant est tenu de remettre les terrains dans leur état antérieur notamment en rétablissant la couche arable et la voirie.

Les servitudes de passage ainsi instituées ouvrent au profit du propriétaire du sol, de ses ayants droit et notamment des exploitants de la surface, un droit à l'indemnisation du préjudice subi.

Art. 37. Les bénéficiaires de titres miniers sont tenus de payer les indemnités dues au propriétaire de la surface sur le terrain duquel leurs travaux ont été faits.

Si les travaux entrepris ne sont que passager et si le sol où ils ont été faits peut être remis dans un état tel qu'il ne prive plus le propriétaire de la jouissance du sol au bout d'un an, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé.

Si par contre l'occupation des terrains prive le propriétaire du sol de la jouissance du revenu au-delà du temps d'une année ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus propres à leur utilisation normale, le propriétaire peut exiger du bénéficiaire du titre minier l'acquisition des terrains en totalité ou en partie.

Dans tous les cas, le prix d'acquisition sera au double de la valeur actuelle du terrain, considéré dans son état antérieur à l'exécution des travaux.

Art. 38. Les terrains ne pourront être occupés qu'après paiement des indemnités ou après fourniture du cautionnement fixé par les arrêtés visés à l'article 34.

Art. 39. L'Exécutif arrête les conditions et les modalités d'application des articles relatifs soit à l'occupation de terrains soit à la déclaration d'utilité publique de certaines occupations de terrains.

Art. 40. Dans les lieux réservés définis à l'article 33, si l'intérêt général l'exige, l'expropriation des immeubles nécessaires aux travaux et installations visés aux articles 34 et 36 peut, à la demande du bénéficiaire d'un titre minier, être poursuivie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre déterminé par ce titre, moyennant déclaration d'utilité publique par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat.

Une déclaration d'utilité publique peut également être faite dans les mêmes formes pour les canalisations et installations destinées au transport et au stockage des produits de l'exploitation jusqu'aux points de traitement de grosse consommation ou d'exportation.

La déclaration d'utilité publique est précédée d'une enquête. L'indemnité due au propriétaire sera fixée au double de la valeur des biens.

Art. 41. Lorsque, par effet de voisinage ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, en raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, ou lorsque de tels travaux ont pour effet d'évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, il y a lieu à indemnité.

Art. 42. Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés par les travaux exécutés dans la mine, en ce compris les puits, galeries et autres ouvrages souterrains établis à demeure, à l'exclusion de ceux causés par les travaux effectués par un concessionnaires voisin exploitant par amodiation une partie de celle-ci; dans ce cas, la responsabilité incombe de plein droit à l'amodiateur.

Le concessionnaire pourra être tenu de fournir caution de payer toutes indemnités si ses travaux souterrains sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

Les tribunaux sont juges de la nécessité de cette caution et en fixent la nature et le montant.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue des travaux de recherche.

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant des travaux déjà faits au moment du transfert incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire.

Art. 43. Toute demande introductive d'instance en matière d'indemnisation d'un propriétaire lésé par les travaux visés à l'article 42 doit préalablement être soumise, à la requête d'une des parties, à fin de conciliation, au juge compétent pour en connaître au premier degré de juridiction.

En cas de contestation de responsabilité, le concessionnaire ou l'amodiateur est tenu de faire une offre transactionnelle irrévocable au demandeur dans les six mois de la requête. Pour le cas d'urgence, un délai plus court est fixé par le juge compétent. Si un accord intervient, le procès-verbal de conciliation en constate les termes et l'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

Le concessionnaire ou l'amodiateur de mine de houille dont l'insolvabilité est reconnue au sens de l'article 9 des lois sur le Fonds National de Garantie pour la réparation des dégâts houilliers, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, doit appeler immédiatement à la cause le Fonds National de Garantie.

Art. 44. Les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de cent mille francs et en premier ressort quel que soit le montant de la demande.

Art. 45. Dans les litiges inférieurs à soixante mille francs, aucune provision ne pourra être demandée par les experts, si ce n'est pas pour les frais et débours : leur état d'honoraires sera joint au rapport, il sera taxé par le juge et le règlement sera effectué en vertu du jugement.

Lorsque le concessionnaire d'une mine conteste sa responsabilité, le juge charge un ingénieur civil des mines de donner son avis.

Lorsque la responsabilité d'un concessionnaire n'est pas contestée mais que l'offre transactionnelle n'est pas acceptée, le juge désignera un ou plusieurs experts choisis en raison de la nature du dégât, et qui feront rapport sur le montant des dommages.

Art. 46. Le titulaire d'un titre minier, retiré pour quelque cause que ce soit, demeure tenu de réparer les dommages causés par ses travaux, en ce compris les puits, galeries et autres ouvrages souterrains établis à demeure.

Chapitre IV. — Du retrait des titres de recherche et d'exploitation

Section I. — Dispositions générales

Art. 47. Les droits attachés à un titre minier prennent fin par retrait de ce titre pour cause, soit de déchéance, soit de transformation de la mine en site-réservoir, soit de renonciation du titulaire.

Art. 48. Le retrait d'un titre minier, pour quelque cause que ce soit, est prononcé par l'Exécutif, après avis du Conseil d'Etat.

L'Exécutif détermine la procédure et les conditions du retrait.

Art. 49. Le gisement sur lequel portait un titre retiré, est placé dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

Section II. — Déchéances

Art. 50. Le titulaire d'un permis de recherche ou d'une concession peut, après mise en demeure, être déchu de son titre dans l'un des cas suivants :

1^o pour les permis de recherche :

- inactivité persistante ou activité manifestement sans rapport avec l'effort financier souscrit;
- plus généralement, inobservation des engagements souscrits;

2^o pour les concessions :

- ne pas avoir commencé les travaux dans les cinq ans de l'octroi de la concession;
- ne pas avoir continué régulièrement les travaux commencés, jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine;
- ne pas avoir commencé l'exploitation effective dans les dix années qui suivent l'octroi de la concession;
- avoir abandonné sans raison légitime l'exploitation pendant plus de cinq ans;
- avoir, sans raison légitime, restreint ou suspendu l'exploitation de manière à compromettre l'intérêt de l'économie régionale ou les besoins des consommateurs;
- ne pas avoir respecté les clauses du cahier des charges.

Art. 51. Le concessionnaire déchu ne peut retirer son matériel que s'il s'est libéré de ses obligations découlant des règlements miniers.

Jusqu'à concession nouvelle, il est tenu de pourvoir à l'entretien de la mine.

S'il reste en défaut d'exécuter les travaux nécessaires à la sauvegarde de la sécurité publique et à la conservation de la mine, l'Exécutif a le droit, après une sommation restée infructueuse et même sans cette formalité en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Art. 52. Le nouveau concessionnaire aura la faculté de reprendre les puits, galeries et tous les travaux du fond, en général, sans indemnité.

Quant aux autres parties de la mine, notamment les terrains, bâtiments et machines, il ne pourra les reprendre qu'à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé suivant la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en la matière.

Section III. — Retrait d'un acte de concession pour l'exploitation d'un site-réservoir souterrain destiné au stockage de gaz

Art. 53. Le titulaire d'un acte de concession de mine de houille peut, après avis du Conseil d'Etat, se voir retirer en tout ou en partie son droit d'exploitation de mine en vue de l'exploitation d'un site-réservoir souterrain destiné au stockage de gaz lorsque l'exploitation de la mine y est arrêtée depuis plus d'un an ou lorsque le concessionnaire reconnaît avoir arrêté son exploitation, que le captage du grisou y ait été poursuivi ou non.

Jusqu'à l'octroi du permis d'exploitation du site-réservoir, il sera tenu de pourvoir à l'entretien de la mine.

Chapitre VI. — Des obligations envers le personnel ouvrier

Art. 54. L'Exécutif détermine les conditions dans lesquelles des bains-douches doivent être établis à chaque siège d'exploitation d'une mine.

Art. 55. Les concessionnaires sont obligés de tenir des registres que l'Administration jugera nécessaires pour le contrôle.

TITRE III. — *Dispositions de droit commercial*

Art. 56. L'exploitation de la mine est un acte de commerce.

Art. 57. Les sociétés minières dissoutes ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le cas échéant, avant que son retrait n'ait été prononcé par l'Exécutif.

TITRE IV. — *Surveillance et sanctions*

Art. 58. Les fonctionnaires et agents de l'Administration désignés par l'Exécutif sont chargés de surveiller l'application des dispositions du présent décret ainsi que de ses arrêtés d'exécution.

Ils ont la libre entrée des établissements placés sous leur surveillance.

Ils peuvent exiger la communication de tous registres et documents dont la tenue est rendue obligatoire par l'Exécutif.

Les titulaires de titres miniers, leurs préposés et ouvriers sont tenus de fournir les renseignements jugés nécessaires.

Art. 59. Les fonctionnaires et agents de l'Administration ne peuvent être intéressés dans des exploitations de mines dans leurs ressorts.

Ils ne pourront exercer leurs fonctions dans une direction de l'administration si eux, leurs épouses ou leurs parents en ligne directe, sont intéressés dans une exploitation de mines situés sur le territoire de cette direction.

Art. 60. Les infractions au présent décret sont constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures de la constatation de l'infraction, à peine de nullité.

Art. 61. Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront contrevu aux prescriptions des articles 54 et 55 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Art. 62. Les titulaires de titres miniers ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'article 58, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines édictées par les articles 269 et 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des présentes dispositions, les peines établies ci-dessus pourront être portées au double.

Art. 63. Toutes autres infractions au présent décret, à ses arrêtés d'exécution, aux règlements, aux consignes établies en application de ceux-ci ou aux clauses et conditions légalement insérées dans le permis de recherche, les actes de concessions et les cahiers des charges, seront punies d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un an ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être portée au double.

Art. 64. Toutes les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII ni de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 65. L'action publique se prescrit par trois ans à partir du jour où ces infractions ont été commises.

Art. 66. L'employeur est civilement responsable avec ses mandataires ou préposés des amendes mises à charge de ceux-ci.

TITRE V. — *Dispositions finales*Chapitre 1er. — *Dispositions modificatives*

Art. 67. Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

« Article 45bis. Par dérogation à l'article 41, § 1er, 2^o, le permis est délivré par l'Exécutif lorsqu'il est sollicité par le titulaire d'un permis de recherche de mines ou par le concessionnaire d'une mine.

Le Collège des bourgmestre et échevins émet au préalable son avis dans les trente jours. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable. En cas d'avis défavorable, la décision est réservée à l'Exécutif.

L'Exécutif ou son délégué peut accorder le permis en s'écartant du plan d'aménagement ou du projet de plan d'aménagement, d'un règlement communal ou d'un plan d'alignement d'une voie communale ».

Art. 68. A l'article 23 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le second alinéa :

« Toutefois, il n'est pas dérogé à la législation sur les mines, en ce qui concerne les mines placées sous séquestre ».

Art. 69. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 16 de la loi du 18 juillet 1975 relative à la recherche et à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage du gaz :

1^o le § 1er est abrogé;

2^o au § 2, les mots « concessionnaire déchu » sont remplacés par « titulaire de l'acte de concession de la mine de houille »;

3^o au § 4, alinéa 1er, les mots « concessionnaire déchu » sont remplacés par « titulaire de l'acte de concession de la mine de houille »;

4^o au § 4, alinéa 2, les mots « concessionnaire déchu » sont remplacés par « concessionnaire de mine »;

5^o les quatrième et cinquième alinéas du § 4 sont remplacés par la disposition suivante :

« Le concessionnaire de mine reste responsable de tout dommage provenant directement de l'exploitation de la houille. Le règlement de ces litiges est soumis aux dispositions générales relatives aux dommages causés par l'exploitation, prescrits dans le décret du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Chapitre II. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 70. Les articles 2, 5 à 15 et 78 à 83 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, sont abrogés.

Les articles 1er, 16, à 73ter, 113, 128 à 130, 131 et 132 des mêmes lois sont abrogés en ce qui concerne les mines.

Chapitre III. — *Dispositions transitoires*

Art. 71. Tout concessionnaire d'une mine est tenu de déclarer :

- soit que la mine est en exploitation;
- soit que l'exploitation y est arrêtée, mais sera reprise avant cinq ans;
- soit que l'exploitation y est arrêtée et ne sera pas reprise avant cinq ans;
- soit qu'il est renoncé à la concession.

Cette déclaration doit être faite par pli recommandé à la poste adressé à l'Exécutif dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret. Elle doit contenir, le cas échéant, l'engagement du concessionnaire de se conformer à l'article.

A la demande de l'Exécutif, le procureur du Roi intente, devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve l'exploitation ou la plus grande partie de celle-ci, l'action en dénégation de droit contre le réclamant dont les prétentions paraissent mal fondées.

La concession à laquelle il est renoncé ou dont l'exploitation est arrêtée et ne sera pas reprise avant cinq ans peut être retirée immédiatement par l'Exécutif.

Dans le cas où une mine n'a fait l'objet d'aucune déclaration satisfaisant à l'alinéa 2, ou lorsque les prétentions des déclarants ont été déniées par un jugement définitif, l'Exécutif fait publier un avis informant le public de ce que la concession va être retirée. Cet avis est publié au *Moniteur belge*, dans un journal de la capitale et dans un journal local.

Des déclarations conformes à l'alinéa 1er, et contenant, le cas échéant, l'engagement prévu à l'alinéa 2, peuvent être faites par pli recommandé à la poste, adressé à l'Exécutif dans les trois mois qui suivent la dernière des trois publications prévues à l'alinéa 5. Il est statué sur les déclarations conformément aux alinéas 3 et 4.

Art. 72. Les sociétés civiles ayant l'exploitation des mines pour objet et qui poursuivent cette exploitation à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, deviennent des sociétés anonymes de plein droit et sans modification de leurs statuts.

Les sociétés qui, en vertu de l'article 71 du présent décret, déclarent vouloir reprendre leur exploitation dans les cinq ans, devront se constituer en sociétés commerciales. A défaut, la concession peut leur être retirée immédiatement par l'Exécutif.

Chapitre IV. — Coordination

Art. 73. L'Exécutif peut coordonner les dispositions du présent décret avec celles des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, dans la mesure où elles portent sur des matières qui relèvent de la compétence de la Région, ainsi qu'avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;
- 4° arrêter l'intitulé de la coordination ou des coordinations;
- 5° adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 juillet 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Energie pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 203

7. JULI 1988. — Dekret über die Gruben (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanctionieren es :

TITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Zwecks Anwendung dieses Dekrets versteht man unter « Behörde » den Dienst für Bodenschätze;

Art. 2. Lagerstätten sind in der Erde eingeschlossene oder an der Oberfläche vorhandene Massen mineralischer oder fossiler Rohstoffe, von denen bekannt ist, dass sie in Adern, Flözen oder Stöcken, Gold, Silber, Platin, Quecksilber, Blei, Eisenerz, Zinn, Zink, Kieselzinkerz, Bismut, Kobalt, Arsen, Mangan, Antimon, Molybdän, Graphit oder sonstige metallische Rohstoffe sowie ihre Salze und Oxyde, Schwefel, Kohle oder Steinkohle, Fossilholz, Bitumen, Alaun enthalten.

(1) Fußnote an der folgende Seite.

TITEL II. — Gruben

Kapitel I. — Aufsuchung

Art. 3. Die Aufsuchung kann von den folgenden Personen vorgenommen werden :

- entweder vom Grundeigentümer oder mit seiner Zustimmung, durch Abgabe einer formlosen Erklärung und eines jährlichen Übersichtsberichts an die Behörde;
- oder, wenn dieser keine Zustimmung gibt, mit der Genehmigung der Exekutive, die in diesem Fall, nach Anhörung des Eigentümers, das ihm geschuldete Abfindungsguthaben festlegt, unbeschadet des Schadenersatzes für die im Laufe der Schürfarbeiten eventuell angerichteten Schäden; ein jährlicher Übersichtsbericht wird der Behörde zugesandt;
- oder vom Inhaber einer Erlaubnis zum Aufsuchen.

Art. 4. Soweit keine andere Regelung mit dem Grundeigentümer getroffen wird, gehören die im Laufe der aufgrund dieses Dekrets erlaubten oder genehmigten Schürfarbeiten entnommenen Rohstoffe dem Schürfer.

Art. 5. Die Erlaubnis zum Aufsuchen verleiht das ausschliessliche Recht, in einem abgegrenzten Feld die in der Erlaubnis angeführten zuteilbaren Rohstoffe aufzusuchen.

Art. 6. Die Erlaubnis zum Aufsuchen wird von der Exekutive nach öffentlicher Untersuchung und nach Gutachten des Staatsrats für höchstens fünf Jahre gewährt.

Sie kann zweimal verlängert werden, wenn ihr Inhaber seinen Verpflichtungen nachgekommen ist.

Die Verlängerung wird von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats für höchstens fünf Jahre gewährt; die Oberfläche, auf der die verlängerte Erlaubnis Anwendung findet, kann verkleinert werden; sie muss die vom Erlaubnisinhaber bereits erforschten Lagerstätten umfassen.

Art. 7. Erlischt eine Erlaubnis zum Aufsuchen ehe ein Beschluss über einen von ihrem Inhaber eingereichten Konzessionsantrag gefasst worden ist, so kann die Exekutive diese Erlaubnis auf dem in Antrag erwähnten Feld verlängern, bis ein Beschluss über diesen Antrag gefasst wird.

Ist der Konzessionsantrag wenigstens sechs Monate vor Ablauf der Erlaubnis zum Aufsuchen eingereicht worden, so wird die Verlängerung von Rechts wegen erlangt.

Art. 8. Durch die Verleihung der Konzession verfällt die Erlaubnis zum Aufsuchen innerhalb des Konzessionsfeldes; sie gilt jedoch weiterhin sowohl innerhalb dieses Feldes für die nicht zugeteilten Rohstoffe, als auch ausserhalb dieses Feldes für alle Rohstoffe, die in der Erlaubnis erwähnt sind.

Art. 9. Die Erlaubnis zum Aufsuchen wird beim Hypothekenregisteramt eingetragen.

Art. 10. Die durch die Erlaubnis zum Aufsuchen verliehenen Rechte können ganz oder teilweise mittels eines Privatvertrage vorbehaltlich der Genehmigung der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats übertragen werden.

Der Übernehmer muss sich verbürgen, den mit der Erteilung der Erlaubnis verbundenen Verpflichtungen nachzukommen.

Der Übertragungsvertrag wird erst drei Monate nach der Veröffentlichung des Genehmigungserlasses im *Belgischen Staatsblatt* wirksam.

Art. 11. Wenn der Inhaber es beantragt, können mehrere Erlaubnisse, die ihm zum Aufsuchen derselben Rohstoffe auf den angrenzenden Gebieten erteilt worden sind, vereinigt werden, soweit sie eine gemeinsame Gültigkeitsdauer haben.

Wenn die Exekutive die Vereinigung für zulässig erklärt, bestimmt sie die von der neuen Erlaubnis auferlegten Verpflichtungen sowie ihren Ablauftermin.

Art. 12. Die Exekutive bestimmt das Verfahren und die Bedingungen für die Erteilung, die Verlängerung, die Übertragung und die Vereinigung der Erlaubnisse zum Aufsuchen.

Kapitel II. — Abbau

Abschnitt I. — Die Konzessionen im allgemeinen

Unterabschnitt I. — Gegenstand der Konzessionen

Art. 13. Lagerstätten dürfen nur aufgrund eines Konzessionsvertrags abgebaut werden.

Art. 14. Im Rahmen des Konzessionsvertrags bildet die Grube ein vom Grund zu unterscheidendes unbewegliches Gut. Sie umfasst das Recht, die zugeteilten Rohstoffe abzubauen und, ferner, die Gebäude, Flächen, Halden, Schächte, Gänge und anderen ortsfest eingerichteten Anlagen mit den diesbezüglichen Rechten am Boden und an der Oberfläche, sowie die zum Abbau dienenden Maschinen und Werkzeuge zu nutzen.

Unterabschnitt II. — Verleihung von Konzessionen

Art. 15. Zwecks Erhaltung einer Konzession ist der Nachweis von finanziellen und technischen Fähigkeiten erforderlich. Die Konzessionen werden von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats unter den Bedingungen eines Musterlastenheftes verliehen.

Jeder Erlass der Exekutive, der über einen Konzessionsantrag entscheidet, bedarf einer Begründung.

Während der Gültigkeitsdauer einer Erlaubnis zum Aufsuchen darf nur ihrem Inhaber eine Konzession verliehen werden, die sich innerhalb des Erlaubnisfeldes auf die in dieser Erlaubnis erwähnten Rohstoffe bezieht.

Art. 16. Ausser wenn sie der Region verliehen wird, darf die Konzession nur an eine bestehende Gesellschaft, die die Gestalt einer Handelsgesellschaft hat, oder an eine derartige Vorgesellschaft vergeben werden. Im letzteren Fall hat die Gründung der Gesellschaft innerhalb der im Lastenheft festgelegten Frist zu erfolgen.

Art. 17. Das Konzessionsfeld wird im Konzessionsvertrag festgesetzt. Es wird von der Fläche begrenzt, die durch die unbestimmt nach der Tiefe verlängerten und sich auf einem an der Oberfläche abgegrenzten Feld stützenden Senkrechten gebildet wird.

Ausserordentliche Sitzung 1988 :

Dokumente des Rates, 51 (SE 1988), Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 27. Juni 1988. — Besprechung.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 28. Juni 1988. — Abstimmung.

Wenn die Umstände dies erfordern, kann die Konzession auf bestimmte Tiefen mit Markscheiden begrenzt werden.

Art. 18. Die allgemeinen Verpflichtungen der Konzessionsinhaber sind in einem Musterlastenheft festgesetzt, dessen Modell die Exekutive nach Gutachten des Staatsrats festlegt, und das allgemeine Bedingungen :

- bezüglich der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt;
- bezüglich der Beseitigung des tauben Haufwerks;
- bezüglich der Wiedernutzbarmachung der Örtlichkeiten nach dem Abbau;
- bezüglich der Sicherheitsleistung vorschreiben soll.

Der Konzessionsvertrag kann ebenfalls Sonderbedingungen vorschreiben.

Unterabschnitt II. — Beziehungen des Konzessionsinhabers zu den Grundeigentümern und zu den Dritten

Art. 19. Auch wenn sie an den Grundeigentümer vergeben worden ist, bildet die Lagerstätte einen vom Besitz der Oberfläche zu unterscheidenden Besitz.

Art. 20. Der Konzessionsvertrag tilgt zugunsten des Konzessionsinhabers alle Rechte des Grundeigentümers und der Entdecker oder ihrer Anspruchsberechtigten, nachdem sie den von der Exekutive festgelegten Normen entsprechend angehört oder herangezogen worden sind.

Art. 21. Die Grundeigentümer haben Anspruch auf eine im Konzessionsvertrag festgelegte Summe. Diese Summe besteht aus einer festen Abgabe und aus einer zum Ertrag der Grube im Verhältnis stehende Abgabe.

Die feste Abgabe darf nicht weniger als fünf Francs pro Flächenhektar betragen.

Die verhältnismässige Abgabe errechnet sich aus dem Nettoertrag der Grube. Sie wird auf 1 bis 3 Prozent des Nettoertrags der Grube festgesetzt.

Diese Abfindung wird ebenfalls unter die Grundeigentümer im Verhältnis zum flächenmässigen Inhalt der jedem einen von ihnen gehörenden Grundstücke, so wie dieser Inhalt im Konzessionsplan angegeben ist, verteilt.

Wer hinsichtlich der Grube die Rechte des Grundeigentümers ausübt, kommt in den Genuss der diesem im vorliegenden Artikel zugesprochenen Abfindung.

Die Exekutive bestimmt die Regeln bezüglich der Einziehung der Abgabe, die Festlegung des Nettoertrags der Grube einbegreifen.

Art. 22. Die Richter in Zivilsachen befinden über alle Fragen in Zusammenhang mit den von den Grubenbesitzern wegen vor dem Konzessionsvertrag unternommenen Aufsuchungen oder Arbeiten auszuzahlenden Abfindungen.

Art. 23. Der Konzessionsinhaber kann über alle nicht zugeteilten Rohstoffe, deren Abbau zwangsläufig das Hauen mit sich bringt, sowie über das Trockenlegungswasser verfügen.

Vermittels einer den normalen Förderkosten entsprechenden Abfindung kann der Grundeigentümer verlangen, über diejenigen unter den nicht zuteilbaren Rohstoffen zu verfügen, die für den Abbau der Grube nicht benutzt werden.

Art. 24. Der Kauf, die Abtretung, die Vermietung oder die Verpachtung der zuerkannten Grube, in gleich welcher Form, ganz oder teilweise, treten erst dann in Kraft, wenn sie von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats genehmigt werden.

Der öffentlich beglaubigte Vertrag wird unter den in der von den Parteien unterzeichneten Vereinbarung bestimmten Bedingungen innerhalb drei Monaten nach der Veröffentlichung des Genehmigungserlasses im *Belgischen Staatsblatt* abgeschlossen.

Bei öffentlicher bzw. bei Zwangsversteigerung sind die Ersteher verpflichtet, sich mit der erforderlichen Genehmigung innerhalb sechs Monaten nach dem Versteigerungstermin auszustatten.

Jede Handlung, die diesen Artikel verletzt, ist nichtig.

Art. 25. Wenig umfangreiche Flächenverpachtungen in einer bzw. mehreren bestimmten Kohlschichten können vom Ständigen Ausschuss des Provinzialrats der Provinz, in welcher der Teil der zu verpachtenden Grube liegt, genehmigt werden.

Als wenig umfangreich gelten die Verpachtungen, durch die der Abbau der verpachteten Grube um weniger als 200 Meter über die Konzessionsgrenze hinaus fortgeführt werden kann, wobei dieser Abstand normalerweise von dieser Grenze aus gemessen wird.

Selbst wenn keine Einigung vorher zwischen den Parteien erzielt worden ist, kann die Verpachtung auf Antrag eines einzigen der betreffenden Konzessionsinhaber erlangt werden.

Erzielen die Konzessionsinhaber keine Einigung über die Höhe der für den abgetretenen Teil des Vorkommens fälligen Abfindung, so wird die Streitigkeit von dem erstinstanzlichen Gericht des Bezirks, in dem der Sitz des Verpächters gelegen ist, beigelegt. In Dringlichkeitsfällen kann der Ständige Ausschuss des Provinzialrats den Abbau genehmigen, ehe das Gericht seinen Beschluss gefasst hat.

Art. 26. Die aufgrund von Artikel 24 und 25 zugelassenen Verpachtungen enden von Rechts wegen fünf Jahre nach der Einstellung des Abbaus der verpachteten Grube.

Abschnitt II. — Konzessionen zugunsten der Region

Art. 27. Wenn sie einen Konzessionsantrag stellt, ist die Region verpflichtet, das Vorhandensein eines Vorkommens sowie technische und finanzielle Fähigkeiten nachzuweisen.

Das Gutachten des Staatsrats, das als Voraussetzung gilt, wenn die Exekutive der Region eine Grubenkonzession verleiht, betrifft ausschliesslich die Prüfung der Modalitäten und die Regelung der Privatinteressen.

Art. 28. Die der Region zugeteilten Lagerstätten unterliegen vorliegendem Dekret.

Art. 29. Die Region kann die Konzession ganz oder zum Teil aufgeben.

Art. 30. Die Lagerstätten der Region können entweder unmittelbar, oder von einer von der Exekutive bezeichneten privat- oder öffentlichrechtlichen Person abgebaut werden.

Die Region kann ebenfalls ihre Konzession ganz oder zum Teil abtreten oder verpachten. Die gütliche Abtretung bzw. Verpachtung erfolgt durch Einlage, die mit Aktien in Höhe des Stammkapitals des Übernehmers oder des Pächters vergütet wird.

Die Verpachtungsdauer darf nicht mehr als fünfzig Jahre dauern. Abtretungs- und Verpachtungsverträge werden von der Exekutive genehmigt. Vor dieser Genehmigung müssen die Verträge dreissig Tage beim Büro des Regionalrats hinterlegt werden.

Abschnitt III. — Vereinigung mehrerer Konzessionen

Art. 31. Mehrere Konzessionen können in den Händen eines selben Konzessionsinhabers vermittelt einer durch die Exekutive nach Gutachten des Staatsrats erteilten Genehmigung vereinigt werden.

Abschnitt IV. — Gemeinsame Vorschriften

Die für die Verleihung, den Kauf, die Abtretung, die Vereinigung, die Vermietung oder die Verpachtung von Konzessionen einschliesslich der Verpachtung von geringfügigen Feldern zu beachtende Verfahrensweise wird von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats festgelegt.

Kapitel III. — Aufsuchungs- und Abbauarbeiten

Art. 33. Ohne ausdrückliche Zustimmung des Grundeigentümers gilt ein Recht auf Aufsuchung oder auf Abbau einer Lagerstätte nicht als Zulassung, um Probebohrungen durchzuführen, um Schächte oder Gänge zu erschliessen oder um Maschinen, Werkstätten oder Lagerhäuser innerhalb eingefriedeter Grundstücke, Hofräumen und Gärten anzulegen.

Art. 34. Innerhalb eines Konzessionsfeldes kann der Gewinnungsberechtigte mangels Zustimmung des Grundeigentümers von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats ermächtigt werden, die für den Betrieb seiner Grube und für die unentbehrlichen Anlagen, einschliesslich :

- der Wetterführungsanlagen und der Wasserhaltungen;
- der Werkstätten für die Bereitung, das Waschen und die Anreicherung der Erze;
- der Lagerungsanlagen;
- der Verbindungswege,

notwendigen oder nützlichen Grundstücke zu benutzen.

Die selben Genehmigungen können dem Inhaber einer Erlaubnis zum Aufsuchen zwecks Aufsuchen in dem in der Erlaubnis abgegrenzten Feld erteilt werden.

Vermittels einer Gemeinnützigkeitserklärung seitens der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats können dieselben Genehmigungen ausserhalb des Konzessionsfeldes dem Gewinnungsberechtigten einer Grube erteilt werden.

Art. 35. Vor der in Artikel 34 vorgesehenen Gemeinnützigkeitserklärung und Benutzung des Grundstücks wird eine Untersuchung durchgeführt.

Die Inhaber dinglicher Rechte und die betreffenden Mieter müssen ihre Bemerkungen vor der Erteilung der Genehmigung anmelden können.

Kommt keine Einigung zustande, so wird wie bei Enteignungen im öffentlichen Interesse verfahren.

Art. 36. § 1. Stimmt der Eigentümer nicht zu, so können die Bergbauberechtigten unbeschadet der Anwendung des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches und im Rahmen von Artikel 34 und 35 von der Exekutive nach dem Gutachten des Staatsrats ebenfalls innerhalb des Bergbaufeldes ermächtigt werden,

- Kabel, Förderer und ihre Stützpylone und -maste mehr als fünf Meter über dem Boden ortsfest anzulegen;
- Kabel und Leitungen mehr als 0,50 Meter tief zu verlegen und die für ihren Betrieb notwendigen Hilfsbauten anzulegen;
- den Boden von allen Bäumen und Hindernissen freizumachen.

§ 2. Vermittels einer Gemeinnützigkeitserklärung seitens der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats können dieselben Genehmigungen unbeschadet der Anwendung des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches den Bergbauberechtigten ausserhalb des Bergbaufeldes erteilt werden.

Das Wegerecht wird auf einer Breite von weniger als fünfzehn Metern, einschliesslich des für den Durchgang des Überwachungs-, Wartungs- und Kontrollpersonals notwendigen Streifens, ausgeübt.

Nach den Arbeiten ist der Gewinnungsberechtigte verpflichtet, die Grundstücke wieder in ihren ursprünglichen Zustand herzurichten, insbesondere durch Wiederherstellung der Ackerkrume und des Wegenetzes.

Die somit eingeführten Wegerechte begründen zugunsten des Grundeigentümers, der Nutzungsberechtigten und insbesondere der Flächennutzer, einen Anspruch auf Entschädigung des erlittenen Schadens.

Art. 37. Die Bergbauberechtigten sind verpflichtet, die dem Grundeigentümer, auf dessen Grundstück ihre Arbeiten durchgeführt worden sind, geschuldeten Entschädigungen auszuführen.

Sind die durchgeführten Arbeiten nur vorübergehend und kann der Boden, auf dem sie unternommen wurden, derart wieder hergestellt werden, dass der Eigentümer seinen Boden nach einem Jahr wieder benutzen kann, so wird eine Entschädigung festgelegt, die doppelt so hoch ist, wie der Reinertrag, den das beschädigte Grundstück erzielt hätte.

Kann der Grundeigentümer durch die Benutzung der Grundstücke, nach Ablauf eines Jahres nicht in den Genuss des Ertrags kommen oder sind die Grundstücke nach den Arbeiten nicht mehr für ihre normale Benutzung verwendbar, so kann der Eigentümer vom Bergbauberechtigten verlangen, dass er die Grundstücke ganz oder teilweise erwirbt.

In allen Fällen entspricht der Erwerbspreis dem doppelten Tagewert des Grundstücks im Zustand vor der Durchführung der Arbeiten.

Art. 38. Die Grundstücke können erst nach Auszahlung der Entschädigungen oder nach Leistung der durch die in Artikel 34 erwähnten Erlasse festgelegten Sicherheit benutzt werden.

Art. 39. Die Exekutive bestimmt die Anwendungsbedingungen und -modalitäten der Artikel, die sich entweder auf die Grundstücksbenutzung oder auf die Gemeinnützigkeitserklärung hinsichtlich gewisser Grundstücksbenutzungen beziehen.

Art. 40. Soweit das Allgemeininteresse dies erfordert, kann die Enteignung der für die in Artikel 34 und 36 erwähnten Arbeiten und Anlagen notwendigen unbeweglichen Güter auf Antrag des Bergbauberechtigten sowohl innerhalb als auch ausserhalb des in dieser Erlaubnis abgegrenzten Feldes vermittelt einer öffentlichen Gemeinnützigkeitserklärung der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats in den in Artikel 33 bestimmten vorbehaltenen Orten durchgeführt werden.

Eine Gemeinnützigkeitserklärung kann ebenfalls in denselben Formen für Leitungen und Anlagen erfolgen, die für den Transport und die Ablagerung der Betriebserzeugnisse bis hin zu den Grosskonsumbearbeitungs- und Ausfuhrstellen bestimmt sind.

Der Gemeinnützigkeitserklärung geht eine öffentliche Untersuchung voran. Die dem Eigentümer geschuldete Entschädigung wird auf den doppelten Wert der Güter festgelegt.

Art. 41. Wenn die Abbauarbeiten in einer Grube infolge der unmittelbaren Nähe oder aus gleich welchem Grund einen fremden Grubenbau beschädigen, weil grössere Wassermengen in letzteren gelangen, oder wenn solche Arbeiten das Entweichen des gesamten oder eines Teils des Wassers einer anderen Grube bewirken, entsteht ein Anspruch auf Entschädigung.

Art. 42. Der Grubenkonzessionsinhaber ist kraft Gesetzes zur Wiedergutmachung aller durch die Arbeiten in der Grube entstandenen Schäden verpflichtet, einschliesslich der Schächte, Gänge und sonstiger ortsfest angelegter Hilfsbauten und mit Ausnahme derjenigen, die von einem benachbarten Konzessionsinhaber, der einen Teil der Grube aufgrund einer Verpachtung betreibt, durchgeführt werden; im letzterwähnten Fall obliegt die Verantwortung von Rechts wegen dem Pächter.

Der Konzessionsinhaber kann verpflichtet werden, dafür zu bürgen, dass er alle Entschädigungen zahlen wird, falls seine Arbeiten untertage kurzfristig einen bestimmten Schaden verursachen können und falls zu befürchten ist, dass seine Mittel nicht ausreichen, um eine etwaige Verantwortung zu übernehmen.

Die Gerichte entscheiden über die Notwendigkeit dieser Sicherheitsleistung und bestimmen ihre Art und ihre Höhe.

Das Gleiche gilt für jede Person, die Schürfarbeiten durchführt.

Bei Eigentumsübertragung obliegt die Verantwortung für Schäden aus Arbeiten, die zum Zeitpunkt der Übertragung schon durchgeführt waren, dem ehemaligen und dem neuen Eigentümer solidar.

Art. 43. Jede Schadenersatzklage eines durch die in Artikel 42 erwähnten Arbeiten benachteiligten Eigentümers muss vorher auf Antrag einer der Parteien dem Richter, der über die Angelegenheit im ersten Rechtsweg erkennt, zwecks Vergleich vorgelegt werden.

Wenn er seine Verantwortung anfechtet, muss der Konzessionsinhaber oder Pächter es beim Vergleichstermin anmelden.

Bei Nichtanfechtung seiner Verantwortung ist der Konzessionsinhaber oder Pächter verpflichtet, dem Kläger einen unwiderruflichen Vergleichsvorschlag innerhalb sechs Monaten nach dem Klageantrag zu unterbreiten. In Dringlichkeitsfällen bestimmt der zuständige Richter eine kürzere Frist. Wird eine Einigung erzielt, so wird ihr Wortlaut im Vergleichsprotokoll festgestellt und die Ausfertigung mit der Vollstreckungsformel versehen.

Der Konzessionsinhaber oder Pächter einer Kohlengrube, dessen Zahlungsunfähigkeit nach Artikel 9 der durch den Königlichen Erlass vom 3. Februar 1961 koordinierten Gesetze über den Nationalen Garantiefonds für die Entschädigung der Kohlenbergbauschäden anerkannt ist, hat die Heranziehung des Nationalen Garantiefonds in das Verfahren unverzüglich zu beantragen.

Art. 44. Friedensrichter erkennen in letzter Instanz über Schadenersatzklagen bis zu hunderttausend Francs und in erster Instanz ohne Rücksicht auf den Streitwert.

Art. 45. Bei Streitigkeiten, deren Wert sechzigtausend Francs nicht übersteigt, können die Sachverständigen keine Anzahlung, ausser für ihre Kosten und Auslagen, verlangen: ihre Honoraraufstellung wird dem Bericht beigelegt, sie wird vom Richter festgesetzt und die Auszahlung wird urteilsgemäss vorgenommen.

Wenn der Grubenkonzessionsinhaber seine Verantwortung anfechtet, ersucht der Richter einen nicht beamteten Bergingenieur um eine Stellungnahme.

Wenn die Verantwortung eines Konzessionsinhabers nicht angefochten, der Vergleichsvorschlag jedoch nicht angenommen wird, bezeichnet der Richter einen oder mehrere nach der Art des Schadens gewählte Sachverständige, die über die Höhe der Schäden einen Bericht abfassen.

Art. 46. Der Inhaber einer Bergbauberechtigung, die aus gleich welchem Grund widerrufen wurde, bleibt verpflichtet, die durch seine Arbeiten, einschliesslich der Schächte, Gänge und sonstigen ortsfest eingerichteten unterirdischen Anlagen, verursachten Schäden wiedergutzumachen.

Kapitel IV. — Entzug der Erlaubnis zum Aufsuchen und der Gewinnungsberechtigung

Abschnitt I. — Allgemeine Vorschriften

Art. 47. Die mit einer Bergbauberechtigung verbundenen Rechte erlöschen entweder wegen Aberkennung, oder wegen Umbau einer Grube zu einem Untergrundspeicher oder wegen Verzicht seitens des Inhabers.

Art. 48. Der Entzug einer Bergbauberechtigung aus irgendeinem Grund wird von der Exekutive nach Gutachten des Staatsrats verkündet.

Die Exekutive bestimmt die Art und Weise und die Bedingungen des Entzugs.

Art. 49. Das Vorkommen, auf das sich eine Erlaubnis bezog, wird in die Lage eines schürffreien Vorkommens gesetzt.

Abschnitt II. — Aberkennung

Art. 50. Der Inhaber einer Erlaubnis zum Aufsuchen oder der Konzessionsinhaber kann, nach Mahnung, seiner Erlaubnis in den unten angeführten Fällen für verlustig erklärt werden:

1. hinsichtlich einer Erlaubnis zum Aufsuchen:
 - wenn er anhaltend untätig ist, oder wenn er eine Tätigkeit, ausübt, die offensichtlich in keinem Verhältnis zum eingesetzten finanziellen Aufwand steht;
 - wenn er im allgemeinen Sinne die eingegangenen Verpflichtungen nicht einhält;
2. hinsichtlich der Konzessionen:
 - wenn er die Arbeiten nicht innerhalb fünf Jahren nach Verleihung der Konzession begonnen hat;
 - wenn er die begonnenen Arbeiten bis zur tatsächlichen Inbetriebnahme der Grube nicht regelmässig fortgesetzt hat;
 - wenn er den tatsächlichen Betrieb der Grube nicht innerhalb zehn Jahren nach Verleihung der Konzession aufgenommen hat;
 - wenn er den Betrieb ohne gerechtfertigten Grund mehr als fünf Jahre lang stillgelegt hat;
 - wenn er, ohne gerechtfertigten Grund, den Betrieb derart beschränkt oder unterbrochen hat, dass die Belange der regionalen Wirtschaft oder die Bedürfnisse der Verbraucher gefährdet werden;
 - wenn er die Klauseln des Musterlastenheftes nicht eingehalten hat.

Art. 51. Der seiner Rechte für verlustig erklärte Konzessionsinhaber kann sein Material erst dann abholen, wenn er seine Verpflichtungen aus den Bergverordnungen erfüllt hat.

Er ist verpflichtet, für die Instandhaltung der Grube zu sorgen, bis eine neue Konzession verliehen wird.

Unterlässt er es, die für den Schutz der öffentlichen Sicherheit und für die Erhaltung der Grube notwendigen Arbeiten durchzuführen, so ist die Exekutive berechtigt, nach erfolgloser Aufforderung und selbst ohne diese Formalität in Dringlichkeitsfällen, sie von Amts wegen zu veranlassen.

Art. 52. Der neue Konzessionsinhaber hat das Recht, die Schächte, Gänge und sonstigen untertage ausgeführten Arbeiten im allgemeinen entschädigungslos zu übernehmen.

Der neue Konzessionsinhaber kann die anderen Grubenteile, insbesondere die Grundstücke, Gebäude und Maschinen, erst dann übernehmen, wenn er den seiner Rechte für verlustig erklärten Konzessionsinhaber nach Expertenaussagen entschädigt.

Für die Ernennung der Experten, die Festlegung, die Hinterlegung und die Auszahlung der Entschädigung, sowie für die Besitzeinweisung der übernommenen Nebengebäude, gilt das Dringlichkeitsverfahren, das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 über die Enteignung im öffentlichen Interesse und über die Konzessionen bei Autobahnenbau vorgesehen ist.

Hinsichtlich der dinglichen Rechte, mit denen die Nebengebäude belastet sein könnten, löst die Hinterlegung die in den einschlägigen Gesetzen festgelegten Wirkungen aus.

Abschnitt III. — Entzug eines Konzessionsvertrags zwecks Betrieb eines Untergrundspeichers zur Gasablagerung

Art. 53. Dem Inhaber eines Kohfengrubekonzessionsvertrags kann, nach Gutachten des Staatsrats, die Gewinnungsberechtigung für eine Grube zwecks Betrieb eines Untergrundspeichers ganz oder teilweise entzogen werden, wenn der Betrieb der Grube seit mehr als einem Jahr stillliegt, oder wenn der Konzessionsinhaber zugibt, dass er den Betrieb eingestellt hat, einerlei ob das Grubengas weiter aufgefangen worden ist oder nicht.

Er ist verpflichtet, für die Instandhaltung der Grube zu sorgen, bis die Betriebserlaubnis für den Untergrundspeicher erteilt wird.

Kapitel V. — Verpflichtungen gegenüber den Arbeitnehmern

Art. 54. Die Exekutive bestimmt die Bedingungen, unter denen Duschräume am Sitze eines jeden Grubenbetriebs eingerichtet werden müssen.

Art. 55. Die Konzessionsinhaber sind verpflichtet, die von der Behörde als zur Kontrolle nötig erachteten Register zu führen.

TITEL III. — Handelsrechtliche Vorschriften

Art. 56. Der Betrieb einer Grube ist ein Handelsgeschäft.

Art. 57. Aufgelöste Bergbaugesellschaften dürfen ihre Liquidation erst dann beenden, wenn sie ihre Konzession übertragen haben oder wenn ihr Entzug von der Exekutive verkündet worden ist.

TITEL IV. — Aufsicht und Strafen

Art. 58. Die von der Exekutive bezeichneten Beamten und Angestellten der Behörde werden mit der Aufsicht über die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sowie seiner Ausführungserlasse beauftragt.

Sie haben freien Zugang zu den unter ihrer Aufsicht stehenden Einrichtungen.

Sie können die Einsichtnahme in sämtliche Unterlagen und Register, deren Führung die Exekutive erforderlich macht, verlangen.

Die Bergbauberechtigten, ihre Angestellten und Arbeiter sind verpflichtet, die als notwendig angesehenen Auskünfte zu erteilen.

Art. 59. Die Beamten und Bediensteten der Behörde dürfen nicht an Grubenbetrieben in ihrem Amtsbereich beteiligt sein.

Sie dürfen ihr Amt nicht in einer Abteilung der Behörde ausüben, wenn sie, ihre Ehefrauen oder ihre Verwandten in gerader Linie an einem auf dem Gebiet dieser Abteilung gelegenen Grubenbetrieb beteiligt sind.

Art. 60. Verletzungen dieses Dekrets werden in Protokollen festgestellt, die bis zum Beweis des Gegenteils massgebend sind. Eine Abschrift des Protokolls ist dem Zuwiderhandelnden bei Strafe der Nichtigkeit innerhalb achtundvierzig Stunden nach Feststellung der Zuwiderhandlung auszuhändigen.

Art. 61. Konzessionsinhaber bzw. ihre Angestellten, die die Vorschriften der Artikel 54 und 55 verletzt haben, werden mit einer Geldbusse von 26 bis 100 Francs bestraft.

Art. 62. Die Bergbauberechtigten, bzw. ihre Angestellten, die aufgrund von Artikel 58 eingerichtete Aufsicht beeinträchtigt haben, werden mit einer Geldbusse von 26 bis 100 Francs bestraft, gegebenenfalls unbeschadet der Anwendung der in den Artikeln 269 und 274 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen.

Werden sie innerhalb fünf Jahren nach einer aufgrund der vorliegenden Vorschriften ergangenen Verurteilung rückfällig, so können die oben angeführten Strafen verdoppelt werden.

Art. 63. Jede andere Verletzung dieses Dekrets, seiner Ausführungserlasse, der Verordnungen, der in Anwendung letzterer erlassenen Richtlinien oder der in die Erlaubnis zum Aufsuchen, der in die Konzessionsverträge und in die Betriebspläne gesetzlich eingefügten Klauseln und Bedingungen, wird mit einer Geldbusse von 26 bis 100 Francs und mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr, oder nur mit einer beider Strafen geahndet.

Bei Rückfälligkeit innerhalb zwölf Monaten nach der früheren Verurteilung kann die Strafe verdoppelt werden.

Art. 64. Sämtliche Bestimmungen des 1. Buches des Strafgesetzbuches, einschliesslich Kapitel VII und Artikel 85, finden auf die im vorliegenden Dekret erwähnten Zuwiderhandlungen Anwendung.

Art. 65. Die öffentliche Klage verjährt in drei Jahren nach dem Tag des Begehens der Zuwiderhandlung.

Art. 66. Der Arbeitgeber haftet zivilrechtlich mit seinen Vertretern oder Angestellten für die Geldbussen, die letzteren auferlegt werden.

TITEL VI. — Schlussbestimmungen

Kapitel I. — Abänderungsbestimmungen

Art. 67. Ein wie folgt lautender Artikel 45bis wird in das wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch eingefügt :

« Artikel 45bis. In Abweichung von Artikel 41. § 1 Punkt 2 wird die Genehmigung durch die Exekutive erteilt, wenn sie von Inhaber einer Erlaubnis zum Aufsuchen von Lagerstätten oder vom Grubenkonzessionsinhaber beantragt wird.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hat vorher ein Gutachten innerhalb dreissig Tagen abzugeben. Wird diese Frist nicht eingehalten, so gilt das Gutachten als günstig. Wenn das Gutachten ungünstig ausfällt, ist die Entscheidung der Exekutive vorbehalten.

Die Exekutive oder ihr Beauftragter kann die Genehmigung erteilen, indem sie/er vom Raumordnungsplan oder vom Raumordnungsplanentwurf, von einer Gemeindeordnung oder von einem Fluchtlinienplan eines Gemeindeweges abweicht ».

Art. 68. In Artikel 23 des Gesetzes vom 14. Juli 1951 über die Zwangsverwaltung und Liquidation der deutschen Vermögenssachen, Rechte und Beteiligungen wird folgender Absatz zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz eingefügt :

« Es wird jedoch hinsichtlich der unter Zwangsverwaltung gestellten Gruben nicht von den Gesetzen über die Gruben abgewichen ».

Art. 69. Artikel 16 des Gesetzes vom 18. Juli 1975 über das Aufsuchen und den Betrieb der Untergrundspeicher zur Gasablagerung wird wie folgt abgeändert :

1. Absatz 1 wird aufgehoben;

2. in Absatz 2 werden die Wörter « für verlustig erklärte Konzessionsinhaber » durch die Wörter « Inhaber des Konzessionsvertrags einer Kohlengrube » ersetzt;

3. in § 4, Absatz 2 werden die Wörter « für verlustig erklärte Konzessionsinhaber » durch die Wörter « Inhaber des Konzessionsvertrags einer Kohlengrube » ersetzt;

4. in § 4, Absatz 2 werden die Wörter « für verlustig erklärte Konzessionsinhaber » durch « Grubenkonzessionsinhaber » ersetzt;

5. Absatz 4 und 5 des Paragraphen 4 werden durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Der Grubenkonzessionsinhaber bleibt verantwortlich für Schäden, die unmittelbar mit dem Kohlenabbau verbunden sind. Die Beilegung solcher Streitigkeiten unterliegt den allgemeinen Bestimmungen über die Bergbauschäden, die im Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben vorgeschrieben sind ».

Kapitel II. — Aufhebungsbestimmungen

Art. 70. Artikel 2, 5 bis 15 und 78 bis 83 durch des Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze betreffend die Gruben sind aufgehoben.

Artikel 1, 16 bis 73ter, 77, 113, 128 bis 130, 131 und 132 derselben Gesetze sind, soweit sie die Gruben betreffen, aufgehoben.

Kapitel III. — Übergangsbestimmungen

Art. 71. Jeder Grubenkonzessionsinhaber ist verpflichtet zu erklären,

- entweder, dass die Grube betrieben wird;
- oder, dass der Betrieb eingestellt ist, aber vor Ablauf von fünf Jahren wiederaufgenommen wird;
- oder, dass der Betrieb eingestellt ist und vor Ablauf von fünf Jahren nicht wiederaufgenommen wird;
- oder, dass die Konzession aufgegeben wird.

Diese Erklärung hat mittels Einschreibebrief an die Exekutive innerhalb drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Dekrets zu erfolgen. Sie muss gegebenenfalls die Verpflichtung des Konzessionsinhabers enthalten, dass er sich nach dem Artikel richten wird.

Auf Antrag der Exekutive leitet der Staatsanwalt eine Rechtsverweigerungsklage gegen den Beschwerdeführer, dessen Ansprüche unbegründet scheinen, ein und zwar vor dem erstinstanzlichen Gericht des Bezirks, in dem der Grubenbetrieb oder der grösste Teil des Grubenbetriebes gelegen ist.

Die Konzession, die aufgegeben wird, oder deren Betrieb stillgelegt und vor Ablauf von fünf Jahren nicht wiederaufgenommen wird, kann von der Exekutive unmittelbar entzogen werden.

Wenn über die Grube keine Erklärung gemäss Absatz 2 abgegeben worden ist oder wenn die Ansprüche der Anmelder mit rechtskräftigem Urteil zurückgewiesen worden sind, veranlasst die Exekutive eine Bekanntmachung, die der Öffentlichkeit zur Kenntnis bringt, dass die Konzession entzogen wird. Diese Bekanntmachung wird im *Belgischen Staatsblatt*, in einer Zeitung der Hauptstadt und in einer lokalen Zeitung veröffentlicht.

Erklärungen gemäss Absatz 1, die gegebenenfalls die in Absatz 2 vorgesehene Verpflichtung enthalten, können mittels eingeschriebenen Briefes an die Exekutive innerhalb drei Monaten nach der letzten der unter Absatz 5 vorgesehenen Veröffentlichungen erfolgen. Es wird über die Erklärungen unter Berücksichtigung von Absatz 4 und 5 befunden.

Art. 72. Gesellschaften bürgerlichen Rechts, die den Grubenabbau bezwecken und die diesen Abbau am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets betreiben werden von Rechts wegen und ohne Satzungsabänderung zu Aktiengesellschaften.

Gesellschaften, die nach Artikel 71 des vorliegenden Dekrets erklären, dass sie den Betrieb innerhalb fünf Jahren wiederaufnehmen wollen, müssen sich zu handelsrechtlichen Gesellschaften zusammenschliessen. Findet ein solcher Zusammenschluss nicht statt, so kann ihnen die Konzession sofort von der Exekutive entzogen werden.

Kapitel IV. — Koordinierung

Art. 73. Die Exekutive kann die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mit denjenigen der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben, Lagerstätten über Tage und Brüche koordinieren, soweit diese Angelegenheiten betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, sowie mit den Bestimmungen, die sie zum Zeitpunkt, an dem die Koordinierung festgesetzt wird, ausdrücklich oder stillschweigend abgeändert haben würden.

Zu diesem Zweck kann sie :

1. die Reihenfolge, die Numerierung und, im allgemeinen die Gestaltung der zu koordinierenden Bestimmungen abändern;

2. die in den zu koordinierenden Bestimmungen etwaig vorhandenen Verweise abändern, um sie auf die neue Numerierung abzustimmen;

3. die Abfassung der zu koordinierenden Bestimmungen abändern, um ihre Abstimmung zu gewährleisten und ihre Terminologie einheitlich zu gestalten, mit der Massgabe, dass die in diesen Bestimmungen eingetragenen Grundsätze nicht beeinträchtigt werden dürfen;

4. den Titel der Koordinierung bzw. Koordinierungen festlegen;

5. die Gestaltung der Verweise anpassen, die von Bestimmungen, die in der Koordinierung nicht ausgeführt sind, den in der Koordinierung aufgeführten Bestimmungen angebracht werden.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Namür, den 7. Juli 1988.

De Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der örtlichen Behörden, der bezuschussten Arbeiten
und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete,
der Beschäftigung und des regionalen öffentlichen Amtes,

E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der neuen Technologien,
und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Landwirtschaft und der Energie für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 203

7 JULI 1988. — Decreet op de mijnen (1)

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder Bestuur : de Dienst Onderaardse Hulpbronnen.

Art. 2. Mijnen zijn delfstofafzettingen, hetzij ondergronds, hetzij bovengronds gelegen die bekend zijn om gedegen of verertst- hetzij aders-, hetzij laagsgewijs opgehoopt ijzer, hetzij aders-, hetzij laags-, hetzij stoksge- wijs opgehoopt goud, zilver, platina, kwik, lood, koper, tin, zink, kalamijn, bismut, kobalt, arsenik, mangaan, antimonium, molybdenium, grafiet of elke andere metaalhoudende zelfstandigheid, alsmede hun basische zouten en oxiden, zwavel, steenkool of bruinkool, asfalt, aluin te bevatten.

TITEL II. — *Mijnen*

HOOFDSTUK I. — *Opsporing*

Art. 3. De opsporing mag uitgevoerd zijn :

— hetzij door de bovengrondeigenaar of met zijn toestemming, mits aangifte en jaarlijks synthesisverslag gericht aan het Bestuur;

— hetzij bij gebreke aan toestemming, met machtiging van de Executieve die in dit geval, na het horen van de eigenaar, het bedrag van de vergoeding die hem verschuldigd is vaststelt onverminderd de vergoeding van elke schaden eventueel veroorzaakt door de opsporingsverrichtingen; een jaarlijks synthesisverslag wordt gericht aan het Bestuur;

— hetzij door de houder van een opsporingsvergunning.

Art. 4. De tijdens de krachtens dit decreet toegelaten of gemachtigde opsporingen ontgonnen stoffen behoren tot de prospector behalve indien het met de bovengrondeigenaar anders werd overeengekomen.

Art. 5. De opsporingsvergunning geeft de monopolie de stoffen die zij vermeldt binnen een bepaalde omtrek op te sporen.

Art. 6. De opsporingsvergunning wordt verleend door de Executieve, na openbaar onderzoek en na advies van de Raad van State, voor een duur van hoogstens vijf jaar.

Die vergunning kan tweemaal verlengd worden indien de houder ervan aan zijn verplichtingen heeft voldaan.

(1) *Bijzondere zitting 1988 :*

Stukken van de Raad, 51 (BZ 1988) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 27 juni 1988. — Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 juni 1988. — Stemming.

De verlenging wordt verleend voor hoogstens vijf jaar door de Executieve na advies van de Raad van State; de oppervlakte waarop de verlengde vergunning betrekking heeft kan verminderd worden; die oppervlakte moet de door de houder van de vergunning al erkende mijnvelden omvatten.

Art. 7. Wanneer een opsporingsvergunning vervalt voordat het over een door haar houder ingediende aanvraag om mijnbouwvergunning werd beslist, kan de Executieve die vergunning verlengen op het door die aanvraag bedoelde grondgebied totdat het over de aanvraag werd beslist.

De verlenging wordt van rechtswege verkregen wanneer de aanvraag om mijnbouwvergunning ten minste zes maanden voor het vervallen van de opsporingsvergunning werd ingediend.

Art. 8. De toekenning van een concessie vernietigt de opsporingsvergunning binnen de concessieomtrek, maar die opsporingsvergunning blijft gelden zowel binnen voor de niet in concessie gegeven stoffen als buiten voor alle stoffen die onderworpen zijn aan de opsporingsvergunning.

Art. 9. De opsporingsvergunning wordt overgeschreven in het register van de hypotheekbewaarder.

Art. 10. De door een opsporingsvergunning toegekende rechten kunnen bij onderhandse akte geheel of gedeeltelijk afgestaan worden tegen goedkeuring van de Executieve na advies van de Raad van State.

De overnemer moet zich verbinden aan de verplichtingen die uit de toekenning van de vergunning voortvloeien te voldoen.

De concessieakte heeft alleen uitwerking drie maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Op aanvraag van de houder kunnen verschillende vergunningen, die hem moeten worden verleend met het oog op het opsporen van gelijksoortige stoffen in aangrenzende gebieden, worden sameingevoegd voor zover zij dezelfde geldigheidsduur hebben.

De Executieve die de samenvoeging toelaat, bepaalt de door de nieuwe vergunning opgelegde verplichtingen alsmede de vervaldag ervan.

Art. 12. De Executieve bepaalt de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, verlenging, afstand en samenvoeging van de opsporingsvergunningen.

HOOFDSTUK II. — *Mijnontginning*

Afdeling I. — Vergunningen in het algemeen

Onderafdeling I. — Voorwerp van de concessies

Art. 13. Mijnen mogen slechts worden ontgonnen krachtens een akte van mijnbouwvergunning.

Art. 14. De mijn vormt, binnen de perken van de akte van mijnbouwvergunning, een onroerend goed dat apart is van de grond. De mijn omvat het recht de in concessie gegeven stoffen en, bovendien, de gebouwen, omtrekken, steenkoolbergen, schachten, galerijen en andere tot blijvend gebruik ingerichte werken te ontginnen, de rechten op de grond of op de bovengrond, alsmede de machines en werktuigen die tot de mijnontginning dienen.

Onderafdeling 2. — Toekenning van vergunningen tot ontginning

Art. 15. Om een vergunning tot ontginning te behalen dient er te worden aangetoond dat men over technische en financiële middelen beschikt. De vergunningen tot mijnveldontginning worden verleend door de Executieve na advies van de Raad van State overeenkomstig de voorwaarden van een standaardbestek.

Ieder besluit van de Executieve die over een aanvraag om vergunning beslist moet gemotiveerd worden.

Tijdens de geldigheidsduur van een opsporingsvergunning kan alleen haar houder een concessie behalen welke, binnen de omtrek van die vergunning, betrekking heeft op de door die vergunning bedoelde stoffen.

Art. 16. Behalve wanneer zij aan het Gewest wordt verleend, kan de concessie slechts worden toegewezen aan een bestaande maatschappij opgericht in de vorm van een handelsvennootschap of aan zo'n vennootschap welke in oprichting is. In dit laatste geval moet de vennootschap binnen de in het bestek vastgestelde termijn worden opgericht.

Art. 17. De uitgestrektheid van het mijnveld wordt vastgesteld in de concessieakte. Zij wordt begrensd door de oppervlakte aangegeven door loodrechte plannen getrokken tot een onbepaalde diepte die van een op de bovengrond vastgestelde omtrek uitgaan.

Wanneer de omstandigheden het eisen, mag het mijnveld tot op bepaalde diepten begrensd worden.

Art. 18. De algemene verplichtingen van de concessiehouders worden bepaald in een standaardbestek waarvan het model door de Executieve na advies van de Raad van State wordt vastgesteld, dat algemene voorwaarden moet bepalen :

- over de beoordeling van de effecten op het leefmilieu;
- over de opruiming van grondontgravingen;
- over de verbouwing van de plaats na ontginning;
- over het stellen van een borgstelling.

De concessieakte mag ook bijzondere verplichtingen bepalen.

Onderafdeling 3. — Verhoudingen van de concessiehouder met de eigenaren van de bovengrond en met derden

Art. 19. De mijn, zelfs in concessie gegeven aan de bovengrondeigenaar, is een van de bovengrondeigendom onderscheiden eigendom.

Art. 20. De concessieakte heft achtereenvolgens ten gunste van de concessiehouder al de rechten van de bovengrondeigenaren en van de ontdekkers of van hun rechtverkrijgenden nadat zij volgens de door de Executieve vastgestelde vormen werden gehoord of opgeroepen.

Art. 21. De bovengrondeigenaren hebben recht op een door de concessieakte bepaalde som. Die som bestaat uit een vast recht en uit een tot opbrengst van de mijn evenredig recht.

Het vast recht zal niet minder bedragen dan vijf frank per hektare oppervlakte.

Het evenredig recht wordt berekend naar de zuivere opbrengst van de mijn. Zijn bedrag wordt vastgesteld op 1 tot 3 cent van de zuivere opbrengst van de mijn.

Die vergoeding wordt gelijkelijk verdeeld onder de bovengrondeigenaren naar de oppervlakte der aan elke van hen toebehorende gronden, zoals die aangegeven wordt in het concessiemijnplan is aangewezen.

Hij die, met betrekking tot het mijnveld, de rechtsopvolger is van de bovengrondeigenaar geniet de bij dit artikel aan die eigenaar te betalen vergoeding.

De Executieve stelt de regels inzake inning van de rechten op de mijnen vast, met inbegrip van het bepalen van de zuivere opbrengst van de mijn.

Art. 22. Omtrent al de vraagstukken betreffende de voor de mijnveldeigenaren te betalen vergoedingen, wegens opsporingen of aan de akte van mijnbouwvergunning voorafgaande werken, zal beslist worden door de burgerlijke rechtbanken.

Art. 23. De concessiehouder kan over de niet in concessie gegeven stoffen beschikken waarvan de werken noodzakelijkerwijze het winnen alsmede drooghoudingswater veroorzaken.

De bovengrondeigenaar kan, tegen betaling van een vergoeding gelijk aan de normale ontginningskosten, de beschikking vorderen over de stoffen die niet in concessie kunnen worden gegeven en die voor de mijnontginning niet gebruikt zijn.

Art. 24. De koop, cессie, verhuring of verpachting van een mijnveld waarvoor vergunning tot ontginning werd verleend, op generlei wijze, geheel of gedeeltelijk, hebben slechts gevolgen indien zij door de Executieve na advies van de Raad van State worden gemachtigd.

De authentieke akte zal binnen drie maanden na bekendmaking van het besluit tot vergunning opgemaakt worden onder de voorwaarden vastgesteld in de door de partijen ondertekende overeenkomst. Die overeenkomst is gevoegd bij de vergunningsaanvraag.

In geval van openbare, vrijwillige of gedwongene toewijzing worden de kopers gehouden zich binnen zes maanden na de datum van toewijzing, van de vereiste vergunning te voorzien.

Iedere akte opgemaakt in strijd met dit artikel is nietig.

Art. 25. Onbelangrijke bovengrondverpachtingen in één of meer bepaalde steenkoollagen kunnen worden gemachtigd door de Bestendige Deputatie van de Provincieraad van de provincie waar het deel van de te verpachten mijn gelegen is.

Worden als onbelangrijk beschouwd verpachtingen die de ontginning van een verpachte mijn op minder dan 200 m verder de mijnveldgrens toelaten die afstand wordt normaal op die grens opgemeten.

De verpachting kan verleend worden op aanvraag van alleen één van de betrokken concessiehouders zelf bij gebreke aan voorafgaand akkoord tussen partijen.

Indien de concessiehouders over het bedrag van de vergoeding verschuldigd voor het deel van het verleende mijnveld het niet met elkaar eens worden, wordt het verschil geregeld door de rechtbank van eerste aanleg in welk rechtsgebied de maatschappelijke zetel van de verpachter is gelegen. Bij dringende noodzakelijkheid kan de Bestendige Deputatie van de Provincieraad de ontginning machtigen voordat de rechtbank uitspraak doet.

Art. 26. De krachtens de artikelen 24 en 25 toegelaten verpachtingen vervallen van rechtswege vijf jaar na het stoppen van de ontginningen in de verpachte mijn.

AFDELING II. — *Mijnbouwvergunningen ten gunste van het Gewest*

Art. 27. Het Gewest, wanneer het aanvrager is om vergunning, is niet verplicht te bewijzen dat een kolenmijn aanwezig is, noch dat het over technische en financiële middelen beschikt.

Het advies van de Raad van State, voorafgaande voorwaarde voor de toekenning van een mijnbouwvergunning aan het Gewest door de Executieve, heeft uitsluitend betrekking op de controle van de formaliteiten en op de regeling van de privaatsbelangen.

Art. 28. Mijnvelden waarvoor vergunningen tot ontginning werden verleend aan het Gewest, worden gebonden aan dit decreet.

Art. 29. Het Gewest mag geheel of gedeeltelijk afstand doen van zijn concessie.

Art. 30. De mijnen van het Gewest kunnen ontgonnen worden hetzij rechtstreeks, hetzij door een door de Executieve aangewezen publiekrechtelijke of privaat persoon.

Het Gewest mag ook zijn concessie geheel of gedeeltelijk overdragen of verpachten. De minnelijke afstand of verpachting wordt uitgevoerd bij inbreng, vergoed door aandelen die het maatschappelijk kapitaal van de overnemer of van de verpachter vertegenwoordigen.

De verpachtingsduur is beperkt tot vijftig jaar. De afstand- of verpachtingsovereenkomsten worden goedgekeurd door de Executieve. Voor die goedkeuring worden die overeenkomsten tijdens dertig dagen ter tafel van de Gewestraad gelegd.

AFDELING III. — *Vereniging van verschillende mijnvelden*

Art. 31. Met machtiging verleend door de Executieve na advies van de Raad van State kunnen verschillende mijnvelden in de handen van dezelfde concessiehouder worden verenigd.

AFDELING IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 32. De te volgen procedure voor de verlening, koop, cессie, fusie, huur of verpachting van een concessie, met inbegrip van de verpachting van onbelangrijke oppervlakten, wordt bepaald door de Executieve na advies van de Raad van State.

HOOFDSTUK III. — *Opsporings- en ontginningswerken*

Art. 33. Zonder uitdrukkelijke toestemming van de bovengrondeigenaar geldt een vergunning tot opsporingen of tot mijnveldontginning niet als machtiging om boringen te doen en schachten of galerijen aan te leggen, noch om werktuigen, werkplaatsen of magazijnen aan te brengen in zijn door muren afgesloten erven, hofplaatsen of tuinen.

Art. 34. Binnen de concessieomtrek kan, bij gebreke aan toestemming van de bovengrondeigenaar, de mijnontginning, na advies van de Raad van State, door de Executieve gemachtigd worden de terreinen die voor de ontginning van zijn mijn en voor de noodzakelijke installaties nodig en nuttig zijn, met inbegrip van :

- ontluuchtungs- en drooghoudingsinstallaties;
- werkplaatsen voor de voorbereiding, scheiding, concentratie van erts;
- stockeringsinstallaties;
- verbindingswegen.

Dezelfde vergunningen kunnen verleend worden aan de houder van een opsporingsvergunning binnen de door die vergunning bepaalde omtrek met het oog op opsporingen.

Mits verklaring van openbaar nut door de Executieve na advies van de Raad van State kunnen dezelfde voorwaarden aan een mijnontginning verleend worden buiten de concessieomtrek.

Art. 35. Voor de in artikel 34 voorziene verklaring van openbaar nut en inbezitneming van de grond wordt een onderzoek uitgevoerd.

De houders van zakelijke rechten en de betrokken huurders moeten in staat worden gesteld hun opmerkingen te doen gelden voor de verlening van de vergunningen.

Wanneer geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de procedure inzake onteigening te algemene nutte toegepast.

Art. 36. § 1. Bij gebreke aan instemming van de eigenaar kunnen ook de gerechtigden op mijnveldtitels binnen de mijnonttrek door de Executieve na advies van de Raad van State gemachtigd worden, onverminderd de toepassing van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en binnen de in de artikelen 34 en 35 vermelde perken :

- vaste kabels en sporen alsmede steunpijlers en steunmaten op meer dan vijf meter hoog aan te leggen;
- kabels en leidingen op meer dan 0,50 meter diep in de grond te leggen en de werken die voor de werking ervan nodig zijn bouwen;
- de grond vrij te maken van bomen en hindernissen.

§ 2. Buiten de mijnonttrek, mits verklaring van openbaar nut door de Executieve na advies van de Raad van State, onverminderd de toepassing van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, kunnen dezelfde vergunningen verleend worden aan de houders van mijnveldtitels.

De doorgangserfelijkheid heeft uitwerking op een breedte die met inbegrip van de strook die voor het voorbijgaan van het toezichts-, onderhouds- en controlepersoneel nodig is, minder dan vijftien meter bedraagt.

Na de werken wordt de ontginning ertoe gehouden de gronden in hun voorafgaande staat te stellen, met name bij herstelling van de bewerkbare laag en het wegnemen.

De zo opgestelde doorgangserfelijkheden verlenen ten gunste van de grondeigenaar, van de rechthebbenden ervan en met name van de ontginners van de grondoppervlakte een recht tot vergoeding van de geleden schade.

Art. 37. De begunstigden van mijnveldtitels zijn ertoe gehouden de vergoedingen verschuldigd aan de bovengrondeigenaar op wier grond zij hun werken werden uitgevoerd te betalen.

Zijn het maar tijdelijke werken en kan de grond waarop ze werden uitgevoerd, zoals hij vroeger was weer aangelegd worden zodat de eigenaar na één jaar niet meer van het genot van de grond ontzet wordt, zo wordt die vergoeding bepaald op het dubbel van de zuivere opbrengst die de beschadigde grond anders zou gegeven hebben.

Wanneer daarentegen het ingebruiknemen van gronden die bovengrondeigenaar langer dan één jaar van het genot van de met dat grondgebruik verbonden inkomst berooft, of wanneer die gronden na uitvoering van werken niet meer geschikt zijn voor hun gewone bestemming, kan de bovengrondeigenaar van de begunstigde van de mijnveldtitel eisen dat hij die gronden geheel of gedeeltelijk aankoopt.

De aankoopprijs zal immer op het dubbel geschat worden van de waarde die hij had voor de uitvoering van de werken.

Art. 38. Die gronden kunnen slechts ingebruikgenomen worden na betaling van de vergoedingen of na het stellen van de door de besluiten bedoeld in artikel 34 vastgestelde borgstelling.

Art. 39. De Executieve stelt de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van de artikelen met betrekking tot hetzij het ingebruiknemen van gronden, hetzij de verklaring van openbaar nut van bepaalde ingebruiknemingen van gronden vast.

Art. 40. In de in artikel 33 bepaalde voorbehouden plaatsen mag, wanneer het algemeen belang het eist en mits verklaring van openbaar nut door de Executieve na advies van de Raad van State, de onteigening van goederen die voor de in de artikelen 34 en 36 bedoelde werken en installaties nodig zijn, op de aanvraag van de begunstigde van een mijnveldtitel vervolgd worden zowel binnen als buiten de door die vergunning bepaalde omtrek.

Een verklaring van openbaar nut kan ook onder dezelfde vormen opgemaakt worden voor leidingen en installaties bestemd voor het vervoer en de opslag van ontginningsproducten tot de plaatsen van groot verbruik of van uitvoering.

Een onderzoek wordt uitgevoerd voor de verklaring van openbaar nut. De aan de eigenaar verschuldigde vergoeding wordt vastgesteld op het dubbel van de primitieve waarde van die goederen.

Art. 41. Wanneer door de nabijheid of enige andere oorzaak, de ontginning van een ander mijnveld, wegens het water, dat in grotere hoeveelheid in de mijn van laatstvermeld mijnveld indringt of wanneer die ontginning er aanleiding toe geeft al op een deel van het water uit de mijn van een ander mijnveld weg te leiden, dan is de vergunninghouder van het mijnveld tot betaling van een schadevergoeding verplicht.

Art. 42. De vergunninghouder is van rechtswege verplicht te vergoeden elke schade veroorzaakt door uitvoering van werken in de mijn, met inbegrip van schachten, galerijen en andere tot blijvend gebruik ingerichte ondergrondse werken, met uitsluiting van de schade veroorzaakt door de werken uitgevoerd door een naburige concessiehouder die bij verpachting een deel van het mijnveld ontgint; in dit geval is de verpachter van rechtswege aansprakelijk.

De concessiehouder kan worden gehouden zekerheid te stellen tot het betalen van elke vergoeding indien zijn ondergrondse werken binnen een kort tijdsverloop van aard zijn om een bepaalde schade te veroorzaken en indien het te vrezen is dat zijn financiële middelen niet toereikend mochten zijn om de gevolgen van mogelijke aansprakelijkheid te bestrijden.

De rechtbanken oordelen over de noodzakelijkheid van die waarborg en bepalen de aard alsmede het bedrag ervan.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elke persoon die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom zijn de gewezen en de nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade voortvloeiende uit werken reeds uitgevoerd op het ogenblik van de overdracht.

Art. 43. Iedere inleidende vordering inzake vergoeding van een eigenaar benadeeld door de in artikel 42 bedoelde werken moet voorafgaand, op verzoek van één van de partijen, voor verzoening aan de bevoegde rechter om erover in eerste aanleg te beslissen.

Wanneer er over de aansprakelijkheid betwisting is, verklaart de concessiehouder of de verpachter het bij het verschijnen tot minnelijke schikking.

Wanneer hij zijn aansprakelijkheid niet betwist, is de concessiehouder of de verpachter ertoe gehouden een onherroepelijk compromisaanbod aan de eiser binnen de zes maanden na indiening van de vordering te doen. Bij dringende gevallen wordt een kortere termijn door de bevoegde rechter vastgesteld. Indien een akkoord tot stand komt, stelt het verzoeningsproces-verbaal de bepalingen ervan vast en wordt het afschrift van het formulier van tenuitvoerlegging voorzien.

De concessiehouder of de verpachter van een steenkoolmijn waarvan het onvermogen in de zin van artikel 9 van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 3 februari 1961, moet onverwijld het Nationaal Waarborgfonds in het geding roepen.

Art. 44. De vrederechters nemen kennis van de gedingen tot vergoeding van de veroorzaakte schade in hoogste aanleg tot het bedrag van honderdduizend frank en in eerste aanleg wat het bedrag van de vordering moge zijn.

Art. 45. In geschillen houdende op minder dan zestigduizend frank kunnen deskundigen geen voorschot vragen, behalve voor expertisekosten en uitgaven : hun ereloonstaat is bij het verslag gevoegd, hij is door de rechter begroot en uitbetaald krachtens een veroordeling.

Wanneer de vergunninghouder van een mijn zijn aansprakelijkheid betwist, is een burgerlijke mijnningenieur door de rechter gelast zijn advies te geven.

Wanneer de aansprakelijkheid van de vergunninghouder niet betwist is maar als het compromisaanbod niet aanvaard is, wijst de rechter één of verschillende deskundigen aan, verkozen wegens de aard van de schade, die een verslag over het bedrag van de schade zullen uitbrengen.

Art. 46. De houder van een mijnveldtitel, welke ongeacht de oorzaak ingetrokken werd, blijft verplicht elke schade veroorzaakt door zijn werken te vergoeden, met ingebrip van schachten, galerijen en andere blijvende ondergrondse werken.

HOOFDSTUK IV. — Intrekking van opsporings- en ontginningsvergunningen

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 47. De aan een mijnvergunning verbonden rechten gaan te niet bij de intrekking van die vergunning wegens hetzij vervallenverklaring, hetzij verbouwing van de mijn in bergruimte in situ, hetzij afstanddoening van de houder.

Art. 48. De intrekking van een mijnveldtitel, welke de oorzaak moge zijn, wordt na advies van de Raad van State uitgesproken door de Executieve.

De Executieve bepaalt de procedure en de voorwaarden van die intrekking.

Art. 49. Het mijnveld waarop de ingetrokken titel betrekking had, wordt gelijkgesteld met een tot opsporing geopend mijnveld.

Afdeling II. — Vervallenverklaringen

Art. 50. De houder van een opsporingsvergunning of van een mijnveldtitel kan, na aanmaning, van zijn titel vervallen verklaard worden in één van de volgende gevallen :

1^o voor opsporingsvergunningen :

- voortdurende inactiviteit of activiteit die duidelijk geen verband heeft met het ingeschreven bijdragen;
- over het algemeen de niet-nakoming van de aangegane verbintenissen;

2^o voor concessies :

- de werken niet te hebben begonnen binnen vijf jaar na toekenning van de concessie;
- de begonnen werken niet gelijdelijk te hebben voortgezet tot de werkelijke ontginning van de mijn;
- de werkelijke ontginning niet te hebben begonnen binnen tien jaar na toekenning van de concessie;
- de ontginningswerken zonder gegronde redenen te hebben afgezien tijdens meer dan vijf jaar;
- de ontginningswerken op zodanige wijze zonder gegronde redenen te hebben beperkt of geschorst dat het belang van de regionale economie of de behoeften van de verbruikers in gevaar zijn gebracht;
- aan de clausules van het bestek niet te hebben voldaan.

Art. 51. De vervallen verklaarde vergunninghouder kan zijn materieel slechts afnemen indien hij zijn verplichtingen welke uit mijnregelingen voortvloeien, wordt ontheft.

Tot dat er een nieuwe vergunning is verleend is hij verplicht in het onderhoud van de mijn te voorzien.

Blijft hij in gebreke de nodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van het behoud van de mijn uit te voeren dan heeft, in spoedeisende gevallen, de Executieve het recht, na een zonder gevolg gebleven aanmaning, en zelfs zonder deze formaliteit, ambtshalve daartoe te doen overgaan.

Art. 52. De nieuwe concessiehouder heeft het recht zonder vergoeding over te nemen de putten, gangen en al de ondergrondse werken in het algemeen.

Wat de andere aanhorigheden van de mijn betreft, inzonderheid wat de gronden, gebouwen, werktuigen betreft, kan hij deze niet overnemen dan met last den vervallen concessiehouder te vergoeden volgens schatting door deskundigen.

Wat de benoeming van de deskundigen, de bepaling, de bewaartelling en de betaling van de vergoeding, alsook voor de inbezitstelling van de overgenomen aanhorigheden betreft, wordt gehandeld zoals in zake van onteigening ten algememen nutte bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algememen nutte en de concessies voor de Louw van autosnelwegen.

Aangaande de zakelijke rechten waarmede de aanhorigheden mochten bezwaard zijn, brengt de bewaartelling de gevolgen teweeg welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald.

Afdeling III.

Intrekking van een concessieakte voor het exploiteren van ondergrondse bergruimten in situ voor het opslaan van gas

Art. 53. Het recht tot mijnontginning kan na advies van de Raad van State aan de houder van een concessieakte ingetrokken worden met het oog op het exploiteren van een ondergrondse bergruimte insitu voor het opslaan van gas wanneer de mijnontginning sedert meer dan één jaar is stilgelegd of wanneer de concessiehouder erkent de ontginning te hebben stilgelegd, met of zonder mijngasafzuiging.

Tot dat er een nieuwe vergunning is verleend, is hij verplicht in het onderhoud van de mijn te voorzien.

HOOFDSTUK V. — Verplichtingen ten aanzien van het arbeiderspersoneel

Art. 54. De Executieve bepaalt hoe de stortbaden moeten worden ingericht ten ontginningszetel van elke in werking gebrachte kolenmijn.

Art. 55. De vergunningshouders zijn verplicht boeken te houden die het beheer van de mijn nodig acht voor het toezicht.

TITEL III. — Bepalingen van handelrecht

Art. 56. De mijnontginning is een handelsdaad.

Art. 57. De ontbonden maatschappijen mogen hun vereffening niet afsluiten alvorens het hen vergunde mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, voor hun intrekking door de Executieve werd uitgesproken.

TITEL IV. — Toezicht en straffen

Art. 58. De door de Executieve aangewezen ambtenaren en beambten van het Bestuur zijn belast met het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Zij hebben vrije toegang tot de onder hun toezicht geplaatste inrichtingen.

Zij kunnen de overlegging van alle registers en dokumenten eisen waarvan het bijhouden door de Executieve vereist is.

De houders van mijnveldtitels, hun afgevaardigden en arbeiders worden verplicht de dokumenten die nodig zijn geacht mede te delen.

Art. 59. De ambtenaren en beambten van het Bestuur mogen geen belangen hebben in de ontginning van mijnvelden binnen hun mijnkring gelegen.

Zij mogen hun ambt niet uitoefenen in een mijnkring, indien ze zelfs, hun vrouw of hun bloedverwanten in rechte linie belangen hebben in de ontginning van op het grondgebied van die directie gelegen mijnvelden.

Art. 60. Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden zolang het tegendeel niet in bewezen is. Een afschrift van het proces-verbaal moet aan de overtreder op straffe van nietigheid worden afgegeven binnen acht en veertig uren.

Art. 61. De concessiehouder of hun gelastigden die de voorschriften van de artikelen 54 en 55 overtreden, worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank.

Art. 62. De houders van mijnveldtitels of hun gelastigden die het krachtens artikel 58 ingestelde toezicht belemmeren, worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank, onverminderd zo er grond voor is, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 en 274 van het Strafwetboek.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op een uit kracht van deze bepalingen uitgesproken veroordeling, kunnen de hierboven bepaalde straffen op het dubbel worden gebracht.

Art. 63. Elke andere overtreding van dit decreet, alsmede de overtreding van de uitvoeringsbesluiten ervan, van de verordeningen, van de bij toepassing van die verordeningen vastgestelde voorschriften of van wettig in de opsporingsvergunning, concessieakte en in de bestekken opgenomen bedingen en voorwaarden, worden gestraft met een boete van 26 tot 500 frank en met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of met slechts één van die straffen.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden na de vorige veroordeling, kan de straf verdubbeld worden.

Art. 64. Al de voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde overtredingen.

Art. 65. De openbare rechtsvervolgning verjaart na verloop van drie jaar te rekenen van de dag waarop deze misdrijven werden begaan.

Art. 66. De werkgever is samen met zijn gemachtigden of aangestelden burgerlijk aansprakelijk voor de ten hun laste zijnde boeten.

TITEL V. — Slotbepalingen

Hoofdstuk I. — Wijzigende bepalingen

Art. 67. Een artikel 45bis, luidende als volgt, wordt in het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening en stedenbouw ingevoegd :

* Artikel 45bis. In afwijking van artikel 41, § 1, 2° wordt de vergunning afgegeven door de Executieve wanneer zij door de houder van een mijnopsporingsvergunning of door de concessiehouder van een mijn wordt aangevraagd.

Het college van burgemeester en schepenen brengt vooraf dagen advies uit binnen dertig dagen. Wordt deze termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn. In geval van ongunstig advies wordt de beslissing genomen door de Executieve.

De Executieve of haar gemachtigde mag bij de verlening van de vergunning niet afwijken van een plan van aanleg of van het ontwerp ervan, van een gemeentelijke verordening of van een rooiplan van een gemeenteweg. »

Art. 68. In artikel 23 van de wet van 14 juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen, wordt het volgende lid tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« Wat de onder sequester geplaatste mijnen betreft, wordt het echter van de wetgeving op de mijnen niet afgeweken ».

Art. 69. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 16 van de wet van 18 juli 1975 betreffende het opsporen en het exploiteren van ondergrondse bergruimten in situ bestemd voor het opslaan van gas :

1° paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « de vervallen verklaarde concessiehouder » vervangen door « de houder van de akte van mijnbouwvergunning »;

3° in paragraaf 4, eerste lid worden de woorden « de vervallen verklaarde concessiehouder » vervangen door « de houder van de akte van mijnbouwvergunningen »;

4° in paragraaf 4, tweede lid worden de woorden « de vervallen verklaarde concessiehouder » vervangen door « de mijnbouwconcessiehouder »;

5° de vierde en vijfde leden van paragraaf 4 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De concessiehouder van de mijn blijft aansprakelijk voor elke schade die rechtstreeks gevolg is van de ontginning van steenkool. Voor het afhandelen van die geschillen gelden de algemene regelen betreffende de door de ontginning veroorzaakte schade vervat in het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen. »

HOOFDSTUK II. — Intrekkingsbepalingen

Art. 70. Artikelen 2, 5 tot 15 en 78 tot 83 van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919 worden opgeheven.

Artikelen 1, 16 tot 73ter, 113, 128 tot 130, 131 en 132 van dezelfde wetten worden, wat de mijnen betreft, opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 71. Iedere concessiehouder van een mijnveld moet verklaren :

- hetzij dat de mijn wordt ontgonnen;
- hetzij dat de ontginning wordt stilgelegd maar zal voor vijf jaar opnieuw worden hervat;
- hetzij dat de ontginning wordt stilgelegd en zal niet voor vijf jaar opnieuw worden hervat;
- hetzij dat van de concessie wordt afstand gedaan.

Die verklaring moet binnen drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet gericht worden aan de Executieve bij ter post aangetekende brief. Zij moet bevatten in voorkomend geval de verbintenis van de concessiehouder aan het artikel te voldoen.

Ten verzoeken van de Executieve stelt de procureur des Konings de rechtsvordering tot rechtsbestrijding tegen de eiser waarvan de aanspraken ongegrond blijken in voor de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waarbinnen de ontginning of de grootste uitgestrektheid ervan gelegen is.

De concessie waarvan afstand wordt gedaan of waarvan de ontginning wordt stilgelegd en niet voor vijf jaar zal opnieuw hervat worden, mag onmiddellijk door de Executieve ingetrokken worden.

Wanneer de verklaring van de mijn niet aan de bepalingen van het tweede lid niet voldoet of wanneer de aanspraken van de aangevers door een vaste rechtsvordering worden ontzegd, wordt een bericht door de Executieve bekendgemaakt waarbij zij het publiek mededeelt dat de concessie ingetrokken zal zijn. Dit bericht wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, in een nieuwsblad van de hoofdstad en in een lokaal nieuwsblad.

Verklaringen overeenstemmend met het bepaalde in het eerste lid en houdende in voorkomend geval de in het tweede lid bepaalde verbintenis kunnen bij aangetekende brief bij de Executieve binnen drie maanden na bekendmaking van de laatste van de in het vijfde lid bepaalde drie berichten worden ingediend. Het wordt beslist over de verklaringen overeenkomstig de derde en vierde leden.

Art. 72. De burgerlijke vennootschappen die de mijnontginning met als doel hebben en die die ontginning op de inwerkingtredingsdatum van dit decreet vervolgen, nemen van rechtswege de vorm van naamloze vennootschappen en dit zonder wijziging in hun statuten.

De vennootschappen die krachtens artikel 71 van dit decreet binnen vijf jaar verklaren hun ontginning willen opnieuw hervatten, moeten onder de vorm van handelsvennootschappen oprecht worden. Bij gebreke ervan mag de Executieve hen de concessie onmiddellijk intrekken.

HOOFDSTUK IV. — Coördinatie

Art. 73. De Executieve kan de bepalingen van dit decreet coördineren met die van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 5 september 1919, voor zover zij betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren, eveneens op de bepalingen die op het ogenblik waarop de coördinatie wordt uitgevoerd zij uitdrukkelijk of stilzwijgend zouden gewijzigd worden.

Daartoe kan de Executieve :

- 1° de orde, de numerotering en, in het algemeen, de presentatie van de te coördineren bepalingen wijzigen;
- 2° de referenties die in de te coördineren bepalingen zouden bevat worden, wijzigen ten einde deze in overstemming te stellen met de nieuwe numerotering;
- 3° de opstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde hun overstemming te verzekeren en de terminologie ervan te uniformeren zonder dat de in die bepalingen ingeschreven principes worden benadeeld;
- 4° de betiteling van de coördinatie of van de coördinatie vast te stellen;
- 5° de presentatie van de verwijzingen die andere bepalingen die niet opgenomen zijn aan de in de coördinatie opgemaakte bepalingen maken.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 7 juli 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriezones, Tewerkstelling en Regionaal Openbare Ambt,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu, Landbouw en Energie,

G. LUTGEN